4ème RAPPORT BIENNAL

A la Convention–Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et du Protocole de Kyoto

Décembre 2019



Document établi par : DEPARTEMENT DE L'EQUIPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

Direction de l'Environnement

3, avenue de Fontvieille MC 98000 Monaco Environnement@gouv.mc

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
1 EVOLUTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	5
1.1 Evolution des émissions de gaz à effet de serre par secteur de 1990	à 2017
1.1.1 Evolution des émissions globales	5
1.1.2 Evolution des émissions du secteur de l'Energie	
1.1.3 Evolution des émissions du secteur du Transport	
1.1.4 Evolution des émissions du secteur de l'Industrie	
1.1.5 Evolution des émissions du secteur de UTCF	
1.1.6 Evolution des émissions du secteur des Déchets	
1.1.7 Evolution des émissions du secteur des Soultes Internationales	
1.3 Système national d'inventaire	
2 OBJECTIF CHIFFRE DE REDUCTION DES EMISSIONS	
L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE	27
2.1 Informations Générales	27
2.2 Année de référence, gaz et secteurs couverts	
2.3 Pouvoir de réchauffement planétaire	
2.4 Comptabilisation des émissions et absorption du secteur UTCF	
2.5 Recours aux mécanismes de marché	
3 PROGRES ACCOMPLIS DANS LA REALISATION DES OBJ	
CHIFFRES DE REDUCTION DES EMISSIONS POUR L'ENSEMB	
L'ECONOMIE ET INFORMATIONS PERTINENTES	31
3.1 Les Principales politiques et mesures	31
3.1.1 Politiques et mesures transversales	
3.1.2 Energie	
3.1.3 Transports	37
3.1.4 Procédés Industriels	
3.1.5 Déchets - Eaux Usées	
3.1.6 Autres mesures	
3.1.7 Evaluation des conséquences économiques et sociales des mesures de ripos	
3.2 Dispositions institutionnelles pour le suivi et l'évaluation des prog	
l'atteinte des objectifs	
3.3 Estimation des réductions des émissions et des absorptions	
l'utilisation des unités provenant des mécanismes fondés sur le march	
activités relatives à l'utilisation des terres, au changement d'affectation de	
et à la foresterie	42

4	PRC	OJECTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	46
	4.1	Evolution globale	47
	4.2	Evolution par secteur	48
	4.2.1	1	
	4.2.2	2 Transport	49
	4.2.3	3 Industrie	50
	4.2.4	UTCF	51
	4.2.5	5 Déchets	51
	4.2.6	6 Transport International	52
	4.3	Evolution par Gaz	53
	4.3.1	,	
	4.3.2	,	
	4.3.3	Projection des émissions de N ₂ O	54
	4.3.4		
	4.3.5	,	
	4.3.6		
	4.3.7	, -	
	4.3.8	,	
	4.3.9	,	
	4.3.1	,	
		Variables utilisées	
	4.5	Informations relatives aux méthodologies de projection	58
	4.6	Synthèse des informations relatives aux projections	63
		Principales modifications apportées par rapport aux pr	
	projec	ctions	65
	4.7.1	Energie – 1.A.1	65
	4.7.2	2 Energie – 1.A.2	65
	4.7.3		
	4.7.4	1	
	4.7.5	5 Industrie	65
5		SISTANCES APPORTEES AUX PAYS EN DEVELOPPEMEN	
		RME DE RESSOURCES FINANCIERES, DE TECHNOLO	
D	'UN R	RENFORCEMENT DES CAPACITES	66
	5.1	Généralités	66
	5.2	Octroi de ressources nouvelles et additionnelles	67
	5.3	Volume des ressources financières	
	5.3.1		
	5.3.2	•	
		Réponse aux besoins des pays en développement Parties	
	J	The state and seconds dec pays of developpement i aides	

1 EVOLUTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

1.1 Evolution des émissions de gaz à effet de serre par secteur de 1990 à 2017

1.1.1 Evolution des émissions globales

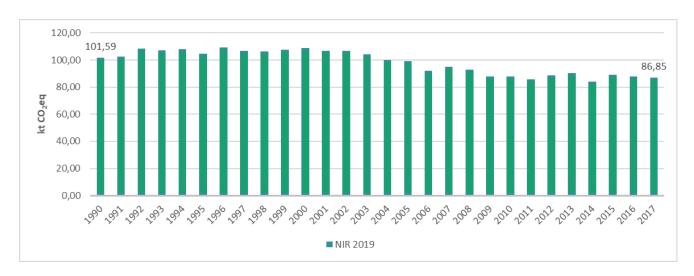
Les émissions globales de gaz à effet de serre de Monaco sont passées de 101,59 kt équivalent CO₂ en 1990 (année de base pour le CO₂, CH₄ et le N₂O et 1995 pour les composés fluorés, UTCATF exclu) à 86,85 kt équivalent CO₂ en 2017.

Cette évolution des émissions représente une diminution de 14,74 kt équivalent CO₂, soit 14,51%.

Sur cette période, on relève tout d'abord une augmentation des émissions de 1990 à 2000, année pour laquelle la valeur maximale de 107,84 kt équivalent CO₂ a été atteinte. Puis, à partir de 2000, la tendance est globalement décroissante jusqu'à 2017.

Le secteur de l'agriculture est inexistant à Monaco. Il n'y a pas d'activité agricole ou d'élevage de bétail.

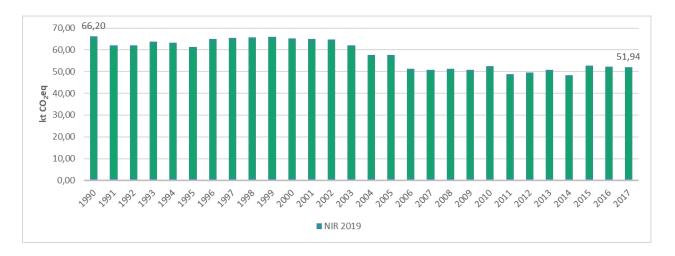




1.1.2 Evolution des émissions du secteur de l'Energie

Les émissions du secteur de l'Energie (hors transport) sont passées de 66,20 kt CO₂eq en 1990 à 51,94 kt CO₂eq en 2017, soit une évolution de -21,55%.

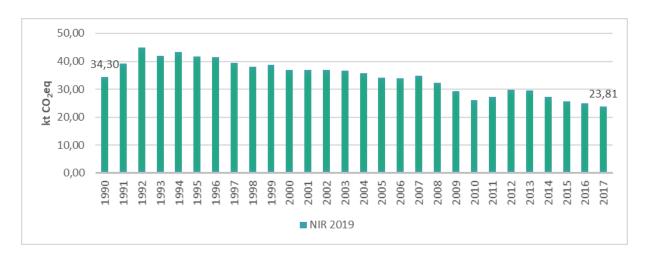
Evolution des émissions de GES du secteur de l'Energie de 1990 à 2017



1.1.3 Evolution des émissions du secteur du Transport

Les émissions du secteur du Transport sont passées de 34,30 kt CO₂eq en 1990 à 23,81 kt CO₂eq en 2017, soit une évolution de -30,60%.

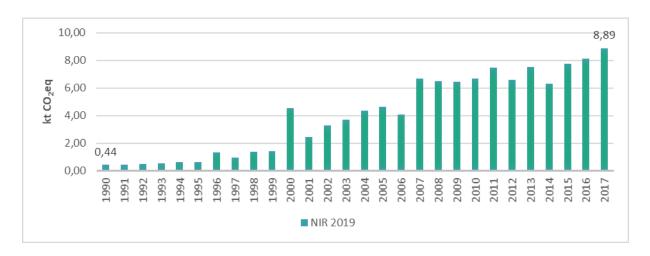
Evolution des émissions de GES du secteur du Transport de 1990 à 2017



1.1.4 Evolution des émissions du secteur de l'Industrie

Les émissions du secteur de l'Industrie (hors transport) sont passées de 0,44 kt CO₂eq en 1990 à 8,89 kt CO₂eq en 2017, soit une évolution de 1914%.

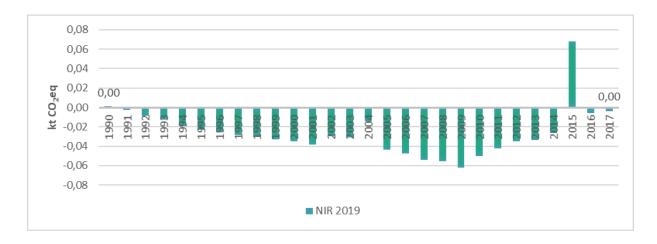
Evolution des émissions de GES du secteur de l'Industrie de 1990 à 2017



1.1.5 Evolution des émissions du secteur de UTCF

Les émissions du secteur de l'Utilisation des Terres, du Changement d'affectation des terres et de la Foresterie sont passées de 0,00 kt CO₂eq en 1990 à 0,00 kt CO₂eq en 2017, soit une évolution de -346%.

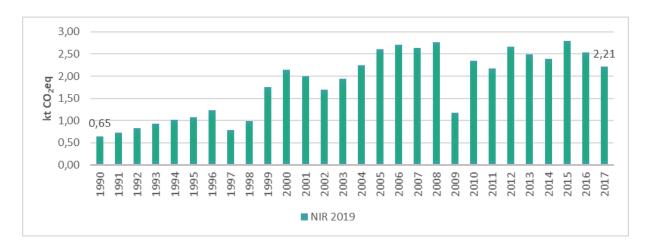
Evolution des émissions de GES du secteur de l'UTCF de 1990 à 2017



1.1.6 Evolution des émissions du secteur des Déchets

Les émissions du secteur de l'Energie (hors transport) sont passées de 0,65 kt CO₂eq en 1990 à 2,21 kt CO₂eq en 2017, soit une évolution de 242%.

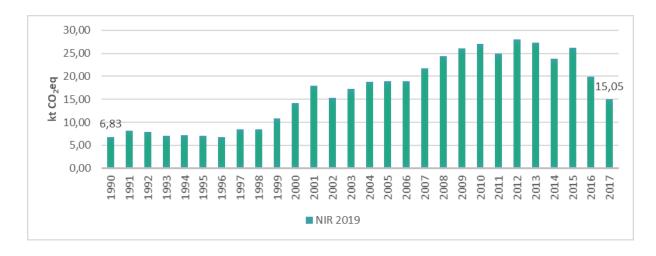
Evolution des émissions de GES du secteur des Déchets de 1990 à 2017



1.1.7 Evolution des émissions du secteur des Soultes Internationales

Les émissions du secteur des Soultes Internationales sont passées de 6,83 kt CO₂eq en 1990 à 15,05 kt CO₂eq en 2017, soit une évolution de 120,42%.

Evolution des émissions de GES du secteur des Soultes Internationales de 1990 à 2017



1.2 Emission par gaz

Le dioxyde de carbone est le principal gaz à effet de serre émis en Principauté. En 2011, les valeurs et les pourcentages des émissions des différents gaz à effet de serre étaient les suivantes (UTCATF exclu):

Dioxyde de carbone CO₂ - Le principal gaz émis en 2017 reste le CO₂ qui représente 84,36% des émissions globales. Entre 1990 et 2017, les émissions de CO₂ sont passées de 96,99 kt à 73,27kt.

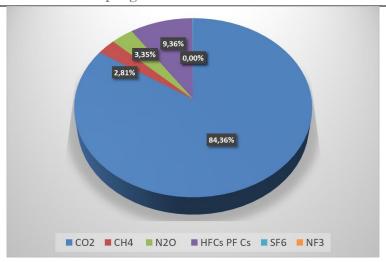
Méthane CH₄ - Les émissions de CH₄ sont passées de 0,09 kt en 1990 à 0,10 kt en 2017.

Oxyde d'azote N_2O - Les émissions de N_2O sont passées de 0,007 kt en 1990 à 0,009 kt en 2017.

HFCs et PFCs - Les émissions de HFC-PFC sont passées de 0,0 kt CO₂eq en 1990 (0,29 kt CO₂eq en 1995) à 8,13 kt CO₂eq en 2017.

SF₆ - Les émissions de SF6 sont passées de 9,7 E-6 kt en 1990 (4,1 E-6 kt en 1995) à 4,7 E-6 kt en 2017.





1.3 Système national d'inventaire

La Direction de l'Environnement qui dépend du Département de l'Equipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme (Ministères) est le Service Administratif en charge de la planification, de l'établissement et de la gestion des inventaires nationaux des émissions de gaz à effet de serre à Monaco dans le cadre du système national prévu en application du paragraphe 1 de l'Article 5 du Protocole de Kyoto.

La Division Energie-Climat-Activités Urbaines (ECAU) de la Direction de l'Environnement est en charge de la planification, de l'établissement et de la gestion des inventaires nationaux des émissions de gaz à effet de serre à Monaco.

La Division Energie-Climat-Activités Urbaines assure également l'établissement des Communications Nationales et des rapports biennaux, l'administration du registre national d'inventaire et le respect des obligations de reporting, de réponse aux audits et des processus d'évaluation internationale et de l'examen (IAR) et d'évaluation multilatérale (MA).

Le registre national de la Principauté est opérationnel avec le journal des transactions internationales (ITL) depuis le 9 septembre 2015.

L'Adjoint au Directeur de l'Environnement est en charge de l'Assurance Qualité.

L'approbation des rapports nationaux d'inventaire est assurée par le Département de l'Equipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme en sa qualité de Ministère de tutelle.

Depuis le BR3 et la NC7, le système national a été renforcé, notamment en ce qui concerne le plan d'Assurance qualité/ contrôle qualité.

Le système national est détaillé au chapitre 1.2 du Rapport National d'Inventaire 2019.

Table 1 : Résumé des émissions 1990-2017 – Tab 1 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

	Base year ^a	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
GREENHOUSE GAS EMISSIONS	kt CO 2 eq									
CO ₂ emissions without net CO ₂ from LULUCF	96.99	96.99	97.66	103.27	102.33	103.09	99.83	103.32	101.80	100.63
CO ₂ emissions with net CO ₂ from LULUCF	96.98	96.98	97.65	103.25	102.30	103.06	99.80	103.29	101.76	100.59
CH ₄ emissions without CH ₄ from LULUCF	2.15	2.15	2.08	2.03	1.82	1.67	1.61	1.72	1.27	1.48
CH ₄ emissions with CH ₄ from LULUCF	2.15	2.15	2.08	2.03	1.82	1.67	1.61	1.72	1.27	1.48
N ₂ O emissions without N ₂ O from LULUCF	2.23	2.23	2.55	2.69	2.82	2.89	2.82	2.94	3.05	2.96
N ₂ O emissions with N ₂ O from LULUCF	2.24	2.24	2.56	2.70	2.83	2.90	2.83	2.96	3.06	2.97
HFCs	NO, IE	NO, IE	0.00	0.02	0.05	0.15	0.29	0.96	0.61	1.00
PFCs	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II
Unspecified mix of HFCs and PFCs	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
SF ₆	0.22	0.22	0.22	0.22	0.24	0.24	0.09	0.09	0.09	0.09
NF3	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Total (without LULUCF)	101.59	101.59	102.51	108.23	107.25	108.04	104.64	109.05	106.83	106.17
Total (with LULUCF)	101.60	101.60	102.51	108.22	107.24	108.02	104.62	109.02	106.80	106.14
Total (without LULUCF, with indirect)	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Total (with LULUCF, with indirect)	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
	Base year ^a	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES										

	Base year ^a	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES										
	kt CO 2 eq									
1. Energy	100.50	100.50	101.33	106.92	105.81	106.40	102.94	106.50	105.09	103.78
2. Industrial processes and product use	0.44	0.44	0.45	0.48	0.52	0.62	0.63	1.32	0.95	1.39
3. Agriculture	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA
4. Land Use, Land-Use Change and Forestry ^b	0.00	0.00	0.00	-0.01	-0.01	-0.02	-0.02	-0.03	-0.03	-0.03
5. Waste	0.65	0.65	0.73	0.83	0.92	1.02	1.08	1.23	0.79	0.99
6. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Total (including LULUCF)	101.60	101.60	102.51	108.22	107.24	108.02	104.62	109.02	106.80	106.14

Table 1 : Résumé des émissions 1990-2017 – Tab 2 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
GREENHOUSE GAS EMISSIONS											
CO ₂ emissions without net CO ₂ from LULUCF	101.38	98.94	98.96	98.64	95.92	90.76	89.22	82.86	83.05	81.26	77.73
CO ₂ emissions with net CO ₂ from LULUCF	101.34	98.90	98.91	98.58	95.86	90.72	89.16	82.80	82.98	81.19	77.66
CH ₄ emissions without CH ₄ from LULUCF	2.24	2.53	2.35	2.08	2.31	2.61	2.90	3.09	3.03	2.98	1.44
CH ₄ emissions with CH ₄ from LULUCF	2.24	2.53	2.35	2.08	2.31	2.61	2.90	3.09	3.03	2.98	1.44
N ₂ O emissions without N ₂ O from LULUCF	2.96	3.17	3.33	3.19	3.05	2.92	2.88	3.05	3.93	4.02	4.11
N ₂ O emissions with N ₂ O from LULUCF	2.97	3.18	3.34	3.21	3.08	2.95	2.89	3.06	3.95	4.03	4.11
HFCs	1.03	4.04	1.69	2.52	2.96	3.60	3.81	2.82	4.78	4.62	4.42
PFCs	NO, IE	NO, IE	0.09	0.07	0.04	0.05	0.08	0.09	0.08	0.02	0.02
Unspecified mix of HFCs and PFCs	NO										
SF ₆	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09
NF3	NO										
Total (without LULUCF)	107.70	108.78	106.51	106.59	104.37	100.03	98.98	92.00	94.97	92.99	87.80
Total (with LULUCF)	107.67	108.75	106.47	106.56	104.34	100.02	98.94	91.95	94.91	92.94	87.74
Total (without LULUCF, with indirect)	NA										
Total (with LULUCF, with indirect)	NA										
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES											
. 7	104.52	102.05	102.05	101.51	00.71	02.44	01.84	05.22	05.55	00.71	00.10
1. Energy	104.53	102.06	102.05	101.61	98.71	93.44	91.76	85.22	85.66	83.71	80.19
Industrial processes and product use	1.42	4.57	2.46	3.27	3.71	4.35	4.62	4.07	6.68	6.50	6.43
3. Agriculture	NO, NA										
Land Use, Land-Use Change and Forestry ^b	-0.03	-0.04	-0.04	-0.03	-0.03	-0.01	-0.04	-0.05	-0.05	-0.06	-0.06
5. Waste	1.75	2.15	2.00	1.70	1.95	2.25	2.60	2.71	2.63	2.77	1.18
6. Other	NO										
Total (including LULUCF)	107.67	108.75	106.47	106.56	104.34	100.02	98.94	91.95	94.91	92.94	87.74

Table 1 : Résumé des émissions 1990-2017 – Tab 3 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

GREENHOUSE GAS EMISSIONS	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Change from base to latest reported year
									(%)
CO ₂ emissions without net CO ₂ from LULUCF	76.26	73.82	76.96	77.81	72.99	75.83	74.57	73.27	-24.46
CO ₂ emissions with net CO ₂ from LULUCF	76.20	73.77	76.92	77.76	72.95	75.89	74.56	73.25	-24.47
CH ₄ emissions without CH ₄ from LULUCF	2.59	2.33	2.95	2.71	2.54	3.01	2.76	2.44	13.45
CH ₄ emissions with CH ₄ from LULUCF	2.59	2.33	2.95	2.71	2.54	3.01	2.76	2.44	13.45
N ₂ O emissions without N ₂ O from LULUCF	4.14	4.11	3.95	4.09	3.73	3.69	3.44	2.91	30.13
N ₂ O emissions with N ₂ O from LULUCF	4.15	4.12	3.96	4.10	3.74	3.70	3.46	2.92	29.94
HFCs	4.60	5.41	4.60	5.62	4.79	6.45	7.01	8.13	100.00
PFCs	NO, IE	0.00							
Unspecified mix of HFCs and PFCs	NO	0.00							
SF ₆	0.09	0.09	0.09	0.08	0.08	0.08	0.11	0.11	-50.71
NF3	NO	0.00							
Total (without LULUCF)	87.69	85.76	88.56	90.31	84.13	89.06	87.89	86.85	-14.51
Total (with LULUCF)	87.64	85.71	88.52	90.27	84.10	89.13	87.89	86.85	-14.52
Total (without LULUCF, with indirect)	NA	0.00							
Total (with LULUCF, with indirect)	NA	0.00							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Change from base to
GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	2010	2011	2012	2013	2014	2013	2010	2017	latest reported year
	'	'	'	'	'	'	'		(%)
1. Energy	78.67	76.12	79.28	80.31	75.42	78.52	77.23	75.74	-24.64
2. Industrial processes and product use	6.67	7.47	6.61	7.51	6.33	7.75	8.13	8.89	1,913.99
3. Agriculture	NO, NA	0.00							
4. Land Use, Land-Use Change and Forestry b	-0.05	-0.04	-0.04	-0.03	-0.03	0.07	-0.01	0.00	-346.01
5. Waste	2.35	2.17	2.67	2.49	2.39	2.79	2.54	2.21	241.98
6. Other	NO	0.00							
Total (including LULUCF)	87.64	85.71	88.52	90.27	84.10	89.13	87.89	86.85	-14.52

Table 1(a): Résumé des émissions 1990-2017 par gaz - CO₂ - Tab 1 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	Base year a	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	kt									
1. Energy	96.79	96.79	97.46	103.05	102.12	102.88	99.61	103.09	101.58	100.36
A. Fuel combustion (sectoral approach)	96.79	96.79	97.46	103.05	102.12	102.88	99.61	103.09	101.58	100.36
1. Energy industries	17.05	17.05	16.31	17.99	19.88	21.52	21.48	23.09	26.03	24.50
2. Manufacturing industries and construction	3.34	3.34	3.48	3.43	3.41	3.34	3.38	3.37	3.34	3.37
3. Transport	33.56	33.56	38.32	43.88	41.03	42.29	40.81	40.60	38.63	37.30
4. Other sectors	42.83	42.83	39.34	37.75	37.80	35.73	33.93	36.04	33.58	35.19
5. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
B. Fugitive emissions from fuels	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
1. Solid fuels	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
2. Oil and natural gas and other emissions from energy production	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
C. CO2 transport and storage	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
2. Industrial processes	0.20	0.20	0.20	0.21	0.20	0.21	0.23	0.24	0.22	0.27
A. Mineral industry	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
B. Chemical industry	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C. Metal industry	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
D. Non-energy products from fuels and solvent use	0.20	0.20	0.20	0.21	0.20	0.21	0.23	0.24	0.22	0.27
E. Electronic industry										
F. Product uses as ODS substitutes										
G. Other product manufacture and use	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
3. Agriculture	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
A. Enteric fermentation										
B. Manure management										
C. Rice cultivation										
D. Agricultural soils										
E. Prescribed burning of savannas										
F. Field burning of agricultural residues										
G. Liming	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
H. Urea application	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
I. Other carbon-containing fertilizers	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
J. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
4. Land Use, Land-Use Change and Forestry	-0.01	-0.01	-0.01	-0.02	-0.02	-0.03	-0.04	-0.04	-0.04	-0.04
A. Forest land	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
B. Cropland	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C. Grassland	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
D. Wetlands	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
E. Settlements	-0.01	-0.01	-0.01	-0.02	-0.02	-0.03	-0.04	-0.04	-0.04	-0.04
F. Other land	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
G. Harvested wood products	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
5. Waste	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE
A. Solid waste disposal	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
B. Biological treatment of solid waste										
C. Incineration and open burning of waste	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE
D. Waste water treatment and discharge	,			,	,		,	,	,	
E. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
6. Other (as specified in the summary table in CRF)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Memo items:	1.0	.10		0		5				.,,0
International bunkers	6.76	6.76	8.09	7.80	6.95	7.07	7.00	6.69	8.39	8.41
Aviation	2.38	2.38	2.43	2.56	2.51	2.60	2.69	2.73	2.89	3.23
Navigation	4.38	4.38	5.66	5.24	4.44	4.47	4.31	3.96	5.50	5.18
Multilateral operations	4.38 NO	4.38 NO	5.00 NO	3.24 NO	4.44 NO	NO	4.51 NO	3.96 NO	5.50 NO	3.18 NO
CO2 emissions from biomass	31.73	31.73	34.67	37.84	41.73	44.93	44.72	47.74	53.12	50.18
CO2 captured	31.73 NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	41.73 NO, IE	NO, IE	NO, IE	47.74 NO, IE	NO, IE	NO, IE
Long-term storage of C in waste disposal sites	NO, IE NO	NO, IE NO	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE
Long-term storage of C in waste disposal sites Indirect N2O	NU	NO	NO	NO	NO	NU	NU	NU	NU	NU
	NE NO	NE NO	NE NO	NE NO	NE NO	NE NO	NE NO	NE NO	NE NO	ATE NO
Indirect CO2 (3)	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO
Total CO2 equivalent emissions without land use, land-use change and forestry	96.99	96.99	97.66	103.27	102.33	103.09	99.83	103.32	101.80	100.63
Total CO2 equivalent emissions with land use, land-use change	96.98	96.98	97.65	103.25	102.30	103.06	99.80	103.29	101.76	100.59
and forestry Total CO2 equivalent emissions, including indirect CO2, without	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
land use, land-use change and forestry Total CO2 equivalent emissions, including indirect CO2, with	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
land use, land-use change and forestry	INA	NA	INA	INA	INA	INA	INA	NA	NA	NA

Table 1(a): Résumé des émissions 1990-2017 par gaz - CO₂ - Tab 2 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Energy	101.12	98.66	98.65	98.34	95.60	90.43	88.82	82.56	82.68	80.92	77.43
A. Fuel combustion (sectoral approach)	101.11	98.66	98.65	98.34	95.60	90.43	88.81	82.56	82.68	80.92	77.43
Energy industries	24.94	25.65	27.16	24.30	20.10	17.84	17.82	14.21	18.67	17.91	17.31
Manufacturing industries and construction	3.42	3.50	3.48	3.52	3.51	3.52	3.55	3.51	3.49	3.61	3.54
3. Transport	37.79	36.13	36.22	36.01	35.81	34.99	33.37	33.30	34.04	31.71	28.74
4. Other sectors	34.97	33.38	31.79	34.50	36.19	34.07	34.08	31.53	26.48	27.70	27.85
5. Other	NO	NO									
B. Fugitive emissions from fuels	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Solid fuels	NO	NO									
Oil and natural gas and other emissions from energy production	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
C. CO2 transport and storage	NO	NO									
2. Industrial processes	0.27	0.29	0.30	0.29	0.32	0.33	0.40	0.30	0.37	0.33	0.29
A. Mineral industry	NO	NO									
B. Chemical industry	NO	NO									
C. Metal industry	NO	NO									
D. Non-energy products from fuels and solvent use	0.27	0.29	0.30	0.29	0.32	0.33	0.40	0.30	0.37	0.33	0.29
E. Electronic industry											
F. Product uses as ODS substitutes											
G. Other product manufacture and use	NO	NO									
H. Other	NO	NO									
3. Agriculture	NO	NO									
A. Enteric fermentation											
B. Manure management											
C. Rice cultivation											
D. Agricultural soils											
E. Prescribed burning of savannas											
F. Field burning of agricultural residues											
G. Liming	NO	NO									
H. Urea application	NO	NO									
I. Other carbon-containing fertilizers	NO NO	NO									
J. Other											NO
4. Land Use, Land-Use Change and Forestry	-0.05	-0.05	-0.05	-0.05	-0.05	-0.04	-0.06	-0.06	-0.07	-0.07	-0.07
A. Forest land	NO	NO									
B. Cropland	NO	NO									
C. Grassland	NO	NO									
D. Wetlands	NO	NO									
E. Settlements	-0.05	-0.05	-0.05	-0.05	-0.05	-0.04	-0.06	-0.06	-0.07	-0.07	-0.07
F. Other land	NO	NO									
G. Harvested wood products	NO	NO									
H. Other	NO	NO									
5. Waste	NO, IE	NO, IE									
A. Solid waste disposal	NO	NO									
B. Biological treatment of solid waste											
C. Incineration and open burning of waste	NO, IE	NO, IE									
D. Waste water treatment and discharge											
E. Other	NO	NO									
6. Other (as specified in the summary table in CRF)	NO	NO									
Memo items:											
International bunkers	10.74	14.09	17.74	15.20	17.14	18.64	18.76	18.77	21.52	24.09	25.77
Aviation	3.42	3.83	3.55	3.27	3.11	2.74	2.97	3.29	3.61	3.04	2.40
Navigation	7.32	10.26	14.19	11.94	14.03	15.90	15.79	15.48	17.92	21.05	23.37
Multilateral operations	NO	NO									
CO2 emissions from biomass	50.01	51.79	54.35	49.10	41.99	38.14	37.85	28.14	38.77	36.85	35.56
CO2 captured	NO, IE		NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE					
Long-term storage of C in waste disposal sites	NO	NO									
Indirect N2O											
Indirect CO2 (3)	NE, NO	NE, NO									
Total CO2 equivalent emissions without land use, land-use change and forestry	101.38	98.94	98.96	98.64	95.92	90.76	89.22	82.86	83.05	81.26	77.73
Total CO2 equivalent emissions with land use, land-use change and forestry	101.34	98.90	98.91	98.58	95.86	90.72	89.16	82.80	82.98	81.19	77.66
Total CO2 equivalent emissions, including indirect CO2, without land use, land-use change and forestry Total CO2 equivalent emissions, including indirect CO2, with	NA	NA	NA	NA	NA NA	NA	NA NA	NA	NA	NA	NA
1 otal CO2 equivalent emissions, including indirect CO2, with	NA	NA									

Table 1(a): Résumé des émissions 1990-2017 par gaz - CO₂ - Tab 3 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

Table 1(a): Resume des emiss GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Change from base to latest reported year
									%
1. Energy	75.97	73.48	76.65	77.53	72.70	75.52	74.23	72.94	
A. Fuel combustion (sectoral approach)	75.97	73.48	76.65	77.53	72.70	75.52	74.23	72.94	
1. Energy industries	17.01	19.24	19.77	20.56	21.12	22.26	22.09	22.27	30.64
2. Manufacturing industries and construction	3.59	3.47	2.06	2.23	2.34	4.27	5.26	4.66	
3. Transport	25.64	26.76	29.10	28.93	26.62	25.20	24.37	23.30	
4. Other sectors	29.73	24.01	25.73	25.81	22.61	23.79	22.51	22.72	
5. Other	NO								
B. Fugitive emissions from fuels	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
1. Solid fuels	NO								
Oil and natural gas and other emissions from energy production	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
C. CO2 transport and storage	NO								
2. Industrial processes	0.29	0.34	0.31	0.28	0.29	0.31	0.34	0.32	
A. Mineral industry	NO								
B. Chemical industry	NO								
C. Metal industry	NO								
D. Non-energy products from fuels and solvent use	0.29	0.34	0.31	0.28	0.29	0.31	0.34	0.32	60.42
E. Electronic industry									
F. Product uses as ODS substitutes									
G. Other product manufacture and use	NO								
H. Other	NO								
3. Agriculture	NO	0.00							
A. Enteric fermentation									
B. Manure management									
C. Rice cultivation									
D. Agricultural soils									
E. Prescribed burning of savannas									
F. Field burning of agricultural residues									
G. Liming	NO	0.00							
H. Urea application	NO	0.00							
I. Other carbon-containing fertilizers	NO	0.00							
J. Other	NO	0.00							
4. Land Use, Land-Use Change and Forestry	-0.06	-0.05	-0.04	-0.05	-0.04	0.05	-0.02	-0.01	45.09
A. Forest land	NO	0.00							
B. Cropland	NO	0.00							
C. Grassland	NO	0.00							
D. Wetlands	NO	0.00							
E. Settlements	-0.06	-0.05	-0.04	-0.05	-0.04	0.05	-0.02	-0.01	45.09
F. Other land	NO	0.00							
G. Harvested wood products	NO	0.00							
H. Other	NO	0.00							
5. Waste	NO, IE	0.00							
A. Solid waste disposal	NO	0.00							
B. Biological treatment of solid waste									
C. Incineration and open burning of waste	NO, IE	0.00							
D. Waste water treatment and discharge							,		
E. Other	NO	0.00							
6. Other (as specified in the summary table in CRF)	NO	0.00							
Memo items:			1.0						0.00
International bunkers	26.73	24.70	27.77	27.00	23.66	26.00	19.74	14.89	120.23
Aviation	2.44	2.65	2.80	2.83	2.73	2.74	2.62	2.55	
	24.29	22.06	24.97	24.18	20.93	23.26	17.12	12.34	
Navigation Multilateral operations	24.29 NO	22.06 NO	24.97 NO	24.18 NO	20.93 NO	23.26 NO	17.12 NO	12.34 NO	
-	34.84					43.25	42.21	39.22	
CO2 contrard		36.52	38.25	40.72	41.88 NO. IE				
CO2 captured	NO, IE								
Long-term storage of C in waste disposal sites	NO	0.00							
Indirect N2O	\								
Indirect CO2 (3) Total CO2 equivalent emissions without land use, land-use change	NE, NO 76.26	NE, NO 73.82	NE, NO 76.96	NE, NO 77.81	NO, NE 72.99	NO, NE 75.83	NO, NE 74.57	NO, NE 73.27	
and forestry Total CO2 equivalent emissions with land use, land-use change	76.20	73.77	76.92	77.76	72.95	75.89	74.56	73.25	
and forestry Total CO2 equivalent emissions, including indirect CO2, without	NA NA	NA	NA	NA NA					
Total CO2 equivalent emissions, including indirect CO2, without land use, land-use change and forestry Total CO2 equivalent emissions, including indirect CO2, with	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	NA NA	
land use, land-use change and forestry	INA	NA	0.00						

Table 1(b): Résumé des émissions 1990-2017 par gaz – CH₄ – Tab 1 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

az – C114 ·	- 1 ab	- (.O_DK4_	,	
1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
0.07	0.06	0.05	0.04	0.04	0.04	0.0
0.02	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
0.05	0.04	0.03	0.03	0.03	0.03	0.0
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
0.05	0.04	0.03	0.03	0.03	0.03	0.0
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA
NO	NO, NA	NO, NO	NO, NA	NO NO	NO	NO, NO
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC NC
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
110	110	270	110	110	270	
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
0.01	0.01	0.02	0.02	0.03	0.01	0.0
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II
0.01	0.01	0.02	0.02	0.03	0.01	0.02
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
0.08	0.07	0.07	0.06	0.07	0.05	0.00
0.08	0.07	0.07	0.06	0.07	0.05	0.00
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
NO NO	NO	NO NO	NO NO	NO NO	NO	NO
NO	140	NO	NO	NO	NO	N
_						

Table 1(b): Résumé des émissions 1990-2017 par gaz – CH₄ – Tab 2 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

Table 1(b). Resulte des							3 (30th)				
GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1. Energy	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.03	0.03	0.0
	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04		0.04	0.03	0.03	0.0
A. Fuel combustion (sectoral approach)											
1. Energy industries	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.0
Manufacturing industries and construction	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.0
3. Transport	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01		0.01	0.01	0.01	0.0
4. Other sectors	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.0
5. Other	NO	NO	NO	NO	NO			NO	NO	NO	NO
B. Fugitive emissions from fuels	0.03	0.03	0.02	0.02		0.02		0.03	0.03	0.02	0.0
1. Solid fuels	NO	NO	NO	NO	NO						
2. Oil and natural gas and other emissions from energy production	0.03	0.03	0.02	0.02	0.02	0.02	0.03	0.03	0.03	0.02	0.0
C. CO2 transport and storage											
2. Industrial processes	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
A. Mineral industry											
B. Chemical industry	NO	NO	NO	NO	NO						
C. Metal industry	NO	NO	NO	NO	NO						
D. Non-energy products from fuels and solvent use	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.00
E. Electronic industry	9				2.00	3.00				5.30	3.01
F. Product uses as ODS substitutes											
G. Other product manufacture and use	NO	NO	NO	NO	NO						
					NO				NO		
H. Other	NO NA	NO NA	NO NA	NO NA		NO NA		NO NA		NO NA	NO NO
3. Agriculture	NO, NA		NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA					
A. Enteric fermentation	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NO
B. Manure management	NO	NO	NO	NO	NO			NO	NO	NO	NC
C. Rice cultivation	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NC
D. Agricultural soils	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA						
E. Prescribed burning of savannas	NO	NO	NO	NO	NO						
F. Field burning of agricultural residues	NO	NO	NO	NO	NO						
G. Liming											
H. Urea application											
I. Other carbon-containing fertilizers											
J. Other	NO	NO	NO	NO	NO						
4. Land use, land-use change and forestry	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE						
A. Forest land	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NO
B. Cropland	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NO
C. Grassland	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NC
D. Wetlands	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NO
E. Settlements	NO, IE		NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II					
F. Other land	NO, IE		NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II					
	NO	NO	NO	NO	- NG						
G. Harvested wood products											
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NC
5. Waste	0.05	0.06	0.06	0.05	0.06	0.07		0.09	0.09	0.09	0.03
A. Solid waste disposal	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NC
B. Biological treatment of solid waste	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NC
C. Incineration and open burning of waste	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE		NO, IE		NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II
D. Waste water treatment and discharge	0.05	0.06	0.06	0.05	0.06	0.07		0.09	0.09	0.09	0.0
E. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NO
6. Other (as specified in the summary table in CRF)	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NC
Total CH4 emissions without CH4 from LULUCF	0.09	0.10	0.09	0.08	0.09	0.10	0.12	0.12	0.12	0.12	0.0
Total CH4 emissions with CH4 from LULUCF	0.09	0.10	0.09	0.08	0.09	0.10	0.12	0.12	0.12	0.12	0.06
Memo items:											
International bunkers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Aviation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.0
Navigation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.0
Multilateral operations	NO	NO	NO	NO	NO	NO		NO	NO	NO	NC NC
CO2 emissions from biomass	NO	110	.10	NO	NO	NO	140	110	NO	NO	1110
CO2 captured											
Long-term storage of C in waste disposal sites											
Indirect N2O											
Indirect CO2 (3)											

 $Table\ 1(b): R\acute{e}sum\acute{e}\ des\ \acute{e}missions\ 1990-2017\ par\ gaz-CH_4-Tab\ 3\ /\ 3\ ({\rm Source}$

MCO_BR4_v1.0)

GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Change from base to latest reported year
									%
1. Energy	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	-66.53
A. Fuel combustion (sectoral approach)	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	-53.30
Energy industries	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	193.49
M anufacturing industries and construction	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	49.91
3. Transport	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	-57.01
4. Other sectors	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-22.80
5. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	0.00
B. Fugitive emissions from fuels	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	-68.76
1. Solid fuels	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	0.00
2. Oil and natural gas and other emissions from energy production	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	-68.76
C. CO2 transport and storage									
2. Industrial processes	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-39.16
A. Mineral industry									
B. Chemical industry	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	0.00
C. Metal industry	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
D. Non-energy products from fuels and solvent use	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
E. Electronic industry									
F. Product uses as ODS substitutes									
G. Other product manufacture and use	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	0.00
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
3. Agriculture	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	
A. Enteric fermentation	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
B. Manure management	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
C. Rice cultivation	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
D. Agricultural soils	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NO, NA	NA, NO	NA, NO	NA, NO	NA, NO	
E. Prescribed burning of savannas	NO	NO, NA	NO	NO	NO NO	NO NO	NO NO	NO.	
F. Field burning of agricultural residues	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
G. Liming	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	0.00
H. Urea application									
I. Other carbon-containing fertilizers	NO.	NO.	NO.	110	110	110	110	110	0.00
J. Other	NO IE	NO IE	NO IE	NO IE	NO IE	NO IE	NO IE	NO. II	
4. Land use, land-use change and forestry	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	
A. Forest land	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
B. Cropland	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
C. Grassland	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
D. Wetlands	NO NO	NO. III	NO III	NO NO	NO NO	NO NO	NO. III	NO.	
E. Settlements	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	
F. Other land	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	0.00
G. Harvested wood products									
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
5. Waste	0.07	0.06	0.09	0.08	0.07	0.09	0.08	0.07	
A. Solid waste disposal	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
B. Biological treatment of solid waste	NO IE	NO IE	NO IE	NO IE	NO IE	NO IE	NO IE	NO. II	
C. Incineration and open burning of waste	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	
D. Waste water treatment and discharge	0.07	0.06	0.09	0.08	0.07	0.09	0.08	0.07	
E. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
6. Other (as specified in the summary table in CRF)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
Total CH4 emissions without CH4 from LULUCF	0.10	0.09	0.12	0.11	0.10	0.12	0.11	0.10	
Total CH4 emissions with CH4 from LULUCF	0.10	0.09	0.12	0.11	0.10	0.12	0.11	0.10	13.45
Memo items:									
International bunkers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Aviation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Navigation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Multilateral operations	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	0.00
CO2 emissions from biomass									
CO2 captured									
Long-term storage of C in waste disposal sites									
Indirect N2O									
Indirect CO2 (3)									

Table 1(c): Résumé des émissions 1990-2017 par gaz – N₂O– Tab 1 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	Base year a	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
REENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	kt	ht .								
. Energy	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
. Fuel combustion (sectoral approach)	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
. Energy industries	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.01	0.0
. Manufacturing industries and construction	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
. Transport	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
. Other sectors	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
i. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
3. Fugitive emissions from fuels	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
Solid fuels	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
2. Oil and natural gas and other emissions from energy production	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
C. CO2 transport and storage	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
. Industrial processes	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
A. Mineral industry										
3. Chemical industry	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
C. Metal industry										
Non-energy products from fuels and solvent use	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
E. Electronic industry										
F. Product uses as ODS substitutes										
G. Other product manufacture and use	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
3. Agriculture	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
A. Enteric fermentation										
B. Manure management	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
C. Rice cultivation					1.0				1.0	
D. Agricultural soils	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
E. Prescribed burning of savannas	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N N
-										
F. Field burning of agricultural residues	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
G. Liming										
H. Urea application										
Other carbon containing fertlizers										
J. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
4. Land use, land-use change and forestry	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
A. Forest land	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
B. Cropland	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
C. Grassland	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
D. Wetlands	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
E. Settlements	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
F. Other land	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
G. Harvested wood products					1.0				1.0	
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
5. Waste	0.00	0.00	0.00				0.00		0.00	0.0
	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
A. Solid waste disposal										
B. Biological treatment of solid waste	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
C. Incineration and open burning of waste	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, I
Waste water treatment and discharge	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
E. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
6. Other (as specified in the summary table in CRF)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
Total direct N2O emissions without N2O from LULUCF	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
Total direct N2O emissions with N2O from LULUCF	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
Memo items:										
International bunkers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
Aviation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
Vavigation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
Valigation Validateral operations	NO NO	NO NO	NO NO	NO NO	NO	NO NO	NO	NO NO	NO NO	N.
CO2 emissions from biomass	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NU	N
CO2 captured										
ong-term storage of C in waste disposal sites										
ndirect N2O	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, N
ndirect CO2 (3)										

Table 1(c) : Résumé des émissions 1990-2017 par gaz – N_2O – Tab 2 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

Table I(c). Resulte des								iicc ivic			
GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
I. Energy	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
A. Fuel combustion (sectoral approach)	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
I. Energy industries	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
2. Manufacturing industries and construction	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
3. Transport	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
4. Other sectors	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
5. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO.00	N.
B. Fugitive emissions from fuels	NO	NO NO	NO	NO	NO NO	NO	NO NO	NO	NO	NO	N N
1. Solid fuels	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
Oil and natural gas and other emissions from energy production	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
C. CO2 transport and storage											
2. Industrial processes	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
A. Mineral industry											
B. Chemical industry	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
C. Metal industry											
D. Non-energy products from fuels and solvent use	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
E. Electronic industry											
F. Product uses as ODS substitutes											
G. Other product manufacture and use	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
3. Agriculture	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
A. Enteric fermentation											
B. Manure management	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
C. Rice cultivation											
D. Agricultural soils	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
E. Prescribed burning of savannas	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
F. Field burning of agricultural residues	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	No
G. Liming											
H. Urea application											
I. Other carbon containing fertlizers											
J. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
4. Land use, land-use change and forestry	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
A. Forest land	NO NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO NO	NO	NO	No.
									NO		
B. Cropland	NO	NO	NO NO	NO NO	NO NO	NO	NO NO	NO	NO NO	NO NO	NO NO
C. Grassland	NO	NO			NO	NO		NO			
D. Wetlands	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
E. Settlements	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
F. Other land	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
G. Harvested wood products											
H. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
5. Waste	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
A. Solid waste disposal											
B. Biological treatment of solid waste	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
C. Incineration and open burning of waste	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, I
D. Waste water treatment and discharge	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
E. Other	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
6. Other (as specified in the summary table in CRF)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
Total direct N2O emissions without N2O from LULUCF	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
Total direct N2O emissions with N2O from LULUCF	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.0
Memo items:											
International bunkers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
Aviation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
Navigation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
Multilateral operations	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	N
CO2 emissions from biomass	110	NO	110	NO	NO	110	110		.10	1.0	.,
CO2 captured											
Long-term storage of C in waste disposal sites											
	NE VO	NE NO	NE NO	NE NO	NE NO	NIE NO	NE NO	NE NO	NE NO	NE NO	NIE N
Indirect N2O Indirect CO2 (3)	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, N

Table 1(c): Résumé des émissions 1990-2017 par gaz – N₂O- Tab 3 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

Table I(c): Resume des emi	2010			- 12 -	2014		2016	2017	or a r
GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Change from base to latest reported year
4.5	0.01	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04	0.04		%
1. Energy	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	
A. Fuel combustion (sectoral approach)								0.01	
1. Energy industries	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Manufacturing industries and construction	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
3. Transport									
4. Other sectors 5. Other	0.00 NO								
B. Fugitive emissions from fuels	NO								
Solid fuels									
	NO								
Oil and natural gas and other emissions from energy production C. CO2 transport and storage	NO	0.00							
	0.01	0.01	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	1 277 27
2. Industrial processes	0.01	0.01	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	1,276.37
A. Mineral industry	270	27.0	110	270	27.0	NO.	270		0.00
B. Chemical industry	NO	0.00							
C. Metal industry									
D. Non-energy products from fuels and solvent use	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	3.55
E. Electronic industry									
F. Product uses as ODS substitutes									
G. Other product manufacture and use	0.01	0.01	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	
H. Other	NO								
3. Agriculture	NO	0.00							
A. Enteric fermentation									
B. Manure management	NO	0.00							
C. Rice cultivation									
D. Agricultural soils	NO								
E. Prescribed burning of savannas	NO								
F. Field burning of agricultural residues	NO	0.00							
G. Liming									
H. Urea application									
I. Other carbon containing fertlizers									
J. Other	NO								
4. Land use, land-use change and forestry	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
A. Forest land	NO								
B. Cropland	NO								
C. Grassland	NO	0.00							
D. Wetlands	NO								
E. Settlements	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-8.33
F. Other land	NO	0.00							
G. Harvested wood products									
H. Other	NO								
5. Waste	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-17.59
A. Solid waste disposal									
B. Biological treatment of solid waste	NO								
C. Incineration and open burning of waste	NO, IE								
D. Waste water treatment and discharge	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-17.59
E. Other	NO	0.00							
6. Other (as specified in the summary table in CRF)	NO	0.00							
Total direct N2O emissions without N2O from LULUCF	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	30.13
Total direct N2O emissions with N2O from LULUCF	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	29.94
Memo items:									
International bunkers	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	130.50
Aviation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	6.92
Navigation	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	201.35
Multilateral operations	NO	0.00							
CO2 emissions from biomass									
CO2 captured									
Long-term storage of C in waste disposal sites									
Indirect N2O	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NE, NO	NO, NE	NO, NE	NO, NE	NO, NE	0.00
Indirect CO2 (3)									

Table 1(d): Résumé des émissions 1990-2017 par gaz – HFC-CFC-SF₆ – Tab 1 / 3 (Source MCO BR4 v1.0)

GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	Base year a	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	kt									
Emissions of HFCs and PFCs - (kt CO2 equivalent)	NO, IE	NO, IE	0.00	0.02	0.05	0.15	0.29	0.96	0.61	1.0
Emissions of HFCs - (kt CO2 equivalent)	NO, IE	NO, IE	0.00	0.02	0.05	0.15	0.29	0.96	0.61	1.0
HFC-23	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-32	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	0.00	NO, IE	NO, II
HFC-41	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-43-10mee	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-125	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	0.00	NO, IE	NO, II
HFC-134	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-134a	NO, IE	NO, IE	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
HFC-143	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-143a	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II
HFC-152	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-152a	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-161	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-227ea	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-236cb	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-236ea	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-236fa	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-245ca	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
HFC-245fa	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-365mfc	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Unspecified mix of HFCs(4) - (kt CO ₂ equivalent)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Emissions of PFCs - (kt CO2 equivalent)	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II
CF ₄	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C_2F_6	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NC
C_3F_8	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, IE	NO, II
C_4F_{10}	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
c-C ₄ F ₈	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C_5F_{12}	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C_6F_{14}	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C10F18	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
c-C3F6	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Unspecified mix of PFCs(4) - (kt CO ₂ equivalent)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Unspecified mix of HFCs and PFCs - (kt CO2 equivalent)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Emissions of SF6 - (kt CO2 equivalent)	0.22	0.22	0.22	0.22	0.24	0.24	0.09	0.09	0.09	0.0
SF ₆	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.0
Emissions of NF3 - (kt CO2 equivalent)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NF3	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO

Table 1(d) : Résumé des émissions 1990-2017 par gaz — HFC-CFC-SF6 — Tab 2 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Emissions of HFCs and PFCs - (kt CO2 equivalent)	1.03	4.04	1.78	2.59	3.00	3.65	3.89	2.91	4.86	4.64	4.44
Emissions of HFCs - (kt CO2 equivalent)	1.03	4.04	1.69	2.52	2.96	3.60	3.81	2.82	4.78	4.62	4.42
HFC-23	NO	NO NO	NO NO	NO	NO NO	NO NO	NO	NO NO	NO	NO NO	NO
HFC-32	NO, IE	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
HFC-41	NO NO	NO	NO	NO	NO	NO NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-43-10mee	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-125	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
HFC-134	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-134a	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
HFC-143	NO NO	NO	NO	NO	NO	NO NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-143a	0.00	0.00	NO, IE	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
HFC-152	NO	NO	NO	NO	NO	NO NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-152a	NO	NO	NO	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
HFC-161	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-227ea	NO	NO	NO	NO	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
HFC-236cb	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-236ea	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-236fa	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-245ca	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
HFC-245fa	NO	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
HFC-365mfc	NO	NO	NO	NO	NO	NO	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Unspecified mix of HFCs(4) - (kt CO ₂ equivalent)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Emissions of PFCs - (kt CO2 equivalent)	NO, IE	NO, IE	0.09	0.07	0.04	0.05	0.08	0.09	0.08	0.02	0.02
CF ₄	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C_2F_6	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C_3F_8	NO, IE	NO, IE	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
C_4F_{10}	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
c-C₄F ₈	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C_3F_{12}	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C_6F_{14}	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
C10F18	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
c-C3F6	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Unspecified mix of PFCs(4) - (kt CO ₂ equivalent)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Unspecified mix of HFCs and PFCs - (kt CO2 equivalent)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Emissions of SF6 - (kt CO2 equivalent)	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09
SF ₆	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Emissions of NF3 - (kt CO2 equivalent)	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
NF3	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO

Table 1(d) : Résumé des émissions 1990-2017 par gaz — HFC-CFC-SF6 — Tab 3 / 3 (Source MCO_BR4_v1.0)

GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK CATEGORIES	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Change from base to latest reported year
									%
Emissions of HFCs and PFCs - (kt CO2 equivalent)	4.60	5.41	4.60	5.62	4.79	6.45	7.01	8.13	100.00
Emissions of HFCs - (kt CO2 equivalent)	4.60	5.41	4.60	5.62	4.79	6.45	7.01	8.13	100.00
HFC-23	NO	0.00							
HFC-32	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100.00
HFC-41	NO	0.00							
HFC-43-10mee	NO	0.00							
HFC-125	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100.00
HFC-134	NO	0.00							
HFC-134a	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100.00
HFC-143	NO	0.00							
HFC-143a	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100.00
HFC-152	NO	0.00							
HFC-152a	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100.00
HFC-161	NO	0.00							
HFC-227ea	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100.00
HFC-236cb	NO	0.00							
HFC-236ea	NO	0.00							
HFC-236fa	NO	0.00							
HFC-245ca	NO	0.00							
HFC-245fa	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100.00
HFC-365mfc	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100.00
Unspecified mix of HFCs(4) - (kt CO ₂ equivalent)	NO	0.00							
Emissions of PFCs - (kt CO2 equivalent)	NO, IE	0.00							
CF ₄	NO	0.00							
C_2F_6	NO	0.00							
C_3F_8	NO, IE	0.00							
C_4F_{10}	NO	0.00							
c-C ₄ F ₈	NO	0.00							
C_5F_{12}	NO	0.00							
C_6F_{14}	NO	0.00							
C10F18	NO	0.00							
c-C3F6	NO	0.00							
Unspecified mix of PFCs(4) - (kt CO ₂ equivalent)	NO	0.00							
Unspecified mix of HFCs and PFCs - (kt CO2 equivalent)	NO	0.00							
Emissions of SF6 - (kt CO2 equivalent)	0.09	0.09	0.09	0.08	0.08	0.08	0.11	0.11	-50.71
SF ₆	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	-50.71
Emissions of NF3 - (kt CO2 equivalent)	NO	0.00							
NF3	NO	0.00							

2 OBJECTIF CHIFFRE DE REDUCTION DES EMISSIONS POUR L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE

2.1 Informations Générales

Par la Loi n° 1.308 du 28 décembre 2005, S.A.S. le Prince Albert II a approuvé la ratification du Protocole de Kyoto à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, adopté le 11 décembre 1997 et ratifié le 27 février 2006 (OS. n° 518 du 19 mai 2006) par la Principauté de Monaco.

La mise en œuvre des politiques et mesures a permis à la Principauté d'atteindre l'engagement, pris au titre du Protocole de Kyoto, de réduire ses émissions de 8 % par rapport au niveau de 1990 pour les 5 années de la première période d'engagement 2008-2012.

Lors de la Conférence climatique de Copenhague le 17 décembre 2009, S.A.S le Prince Souverain a annoncé Sa volonté d'atteindre une cible de réduction d'émission de 30 % en 2020 par rapport à 1990 et de 80 % en 2050, répondant ainsi aux recommandations du GIEC.

Cette volonté a été réaffirmée, à Durban en décembre 2011 et lors de la Conférence de Doha sur les changements climatiques, en décembre 2012, où le Gouvernement Princier, s'est engagé à participer à la deuxième période du Protocole de Kyoto couvrant les années 2013 – 2020.

Monaco est le premier pays figurant à l'Annexe 1 à avoir déposé ses instruments d'acceptation de la deuxième période du Protocole de Kyoto, le 27 décembre 2013.

Pendant cette période de 8 ans, la Principauté de Monaco devra maintenir ses émissions à 22 % en moyenne en dessous de celles de 1990 avec l'objectif de 30 % de réduction à l'horizon 2020.

L'atteinte de ces objectifs repose sur deux axes :

- Le premier, prioritaire, consiste en la réduction des émissions directes de GES sur le territoire par la mise en œuvre de la politique énergie climat.
- Le second, compensatoire, consistant en l'acquisition de crédits carbone issus du Mécanisme de Développement Propre (MDP) établi dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Dans le cadre de l'Accord de Paris, la Principauté de Monaco s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 50% par rapport à 1990 et de 40 % en moyenne sur la période 2021-2030.

Table 2(a): Description des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie- Année de base (Source MCO_BR4_v1.0)

Party	Aonaco				
Base year /base period	1990				
Emission reduction target	% of base year/base period	% of 1990 ^b			
	30.00%	30.00%			
Period for reaching target	BY-2020				

2.2 Année de référence, gaz et secteurs couverts

L'objectif de réduction des émissions couvre l'ensemble des secteurs et des gaz à effet de serre, tels que mentionnés dans les tables 2(b) du BR-CTF.

Pour le CO₂, le CH₄, le N₂O, le SF₆ et le NH₃, l'année de référence est 1990. Pour les HFC_s et les PFC_s, l'année de référence est 1995.

Les secteurs couverts sont l'énergie, le transport, les procédés industriels, l'agriculture, l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie et les déchets.

L'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie relève d'une approche territoriale (table 2(d)du BR-CTF).

Table 2(b) et 2(c): Description des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie-Gaz et Secteurs visés - Potentiel de réchauffement de la planète (Source MCO_BR4_v1.0)

Gas	es covered	Base year for each gas (year):			
CO ₂		1990			
CH ₄		1990			
N_2O		1990			
HFCs		1995			
PFCs		1995			
SF ₆		1995			
NF ₃		1995			
Other Gases (specify	y)				
Sectors covered ^b	Energy	Yes			
1	Transport	Yes			
	Industrial processes ^g	Yes			
	Agriculture	Yes			
	LULUCF	Yes			
	Waste	Yes			

Table 2(d): Description des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie-Contribution du secteur LULUCF (Source MCO_BR4_v1.0)

Role of LULUCF	LULUCF in base year level and target	Excluded
	Contribution of LULUCF is calculated using	Land-based approach

2.3 Pouvoir de réchauffement planétaire

Monaco utilise les pouvoirs de réchauffement planétaires publiés dans le cadre du 4éme Rapport d'évaluation du GIEC, table 2.14 (errata), conformément aux décisions pertinentes de la CCNUCC.

Table 2(d): Description des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie-Pouvoirs de réchauffement globaux (Source MCO_BR4_v1.0)

Gases	GWP values ^b			
CO ₂	4th AR			
CH ₄	4th AR			
N_2O	4th AR			
HFCs	4th AR			
PFCs	4th AR			
SF ₆	4th AR			
NF ₃	4th AR			
Other Gases (specify)				

2.4 Comptabilisation des émissions et absorption du secteur UTCF.

En application de l'Article 3.7 du Protocol de Kyoto, le secteur UTCF doit être inclus dans le calcul de la quantité attribuée, uniquement s'il constitue une source nette d'émissions de gaz à effet de serre en 1990. Dans le cas de Monaco, ce secteur est intégré au niveau de l'année de référence et dans le calcul des objectifs. Une approche territoriale est utilisée.

2.5 Recours aux mécanismes de marché

La Principauté de Monaco envisage de faire usage de mécanismes de flexibilité afin d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de GES qu'elle s'est fixée.

Table 2(e)I: Description des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie-recours à des mécanismes internationaux de marché (Source MCO_BR4_v1.0)

Market-based mechanisms	Possible scale of contributions				
under the Convention	(estimated kt CO 2 eq)				
CERs	41.00				
ERUs					
AAUs ⁱ					
Carry-over units ^j	23.97				
Other mechanism units under the Convention (specify) ^d					

Au regard des émissions générées et des projections sur la période considérée 2013-2020, un achat de CERs « Gold Standards » a d'ores et déjà été initié, pour un total de 35 000 unités.

En complément, Monaco se réserve la possibilité d'utiliser une partie de ses AAUs de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto.

Enfin, le distributeur de gaz sur le territoire de Monaco, offre la possibilité à ses clients d'acheter des CERs afin de compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par leur consommation de gaz naturel à compter de juillet 2019. Ce recours aux mécanismes de marché est évalué, sur l'ensemble de la période à 6 kteqCO₂.

3 Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie et informations pertinentes.

3.1 Les Principales politiques et mesures

Par la signature du Protocole de Kyoto, la Principauté de Monaco a fait de la politique énergie climat une action prioritaire.

Cette volonté politique a encore été renforcée par la ratification de l'Accord de Paris et les engagements ambitieux que s'est fixés la Principauté en visant une réduction des émissions de GES, par rapport à l'année de référence 1990, de 50% en 2030 et de 80% en 2050 en visant la neutralité carbone.

Cette politique se traduit par la mise en œuvre d'un Plan Energie Climat dont les objectifs sont la réduction des émissions de GES, la maîtrise de la demande énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Ce Plan Energie Climat est en cours de finalisation. Aussi, le Plan Climat Air Energie permettra de définir de nouveaux objectifs et le plan d'actions associé pour satisfaire notamment aux engagements climatiques.

Ainsi, à ce jour, la Principauté a fixé les objectifs suivants pour 2020:

- réduire de 30 % ses émissions de gaz à effet de serre (par rapport à 1990) ;
- diminuer de 20 % la consommation unitaire d'énergie (par rapport à 2007);
- consommer 20 % d'énergie finale provenant de sources d'énergies renouvelables ;

Ce Plan Energie Climat comporte trois axes:

- la maîtrise de la demande en énergie : amélioration de l'efficacité énergétique et limitation de la consommation globale ainsi que de la consommation électrique de pointe ;
- la maîtrise de la production d'énergie locale : valorisation énergétique des résidus urbains, développement des énergies renouvelables ;
- la diminution des émissions de gaz à effet de serre, à la fois pour les émissions comptabilisées au titre du Protocole de Kyoto (bilan territorial ou émission directe).

Les politiques et mesures entreprises dans le cadre du Plan Energie Climat peuvent être d'ordre organisationnel, technique, réglementaire ou incitatif. Ces mesures sont principalement entreprises sur le secteur de l'énergie qui possède le potentiel de réduction le plus important.

Les politiques et mesures concernent essentiellement les 3 principaux secteurs à savoir, l'incinération des déchets aux fins de production énergétique, la combustion stationnaire et le transport routier.

Les politiques et mesures sont mises en œuvre au niveau national. Compte-tenu de la taille du pays, il n'existe pas de division territoriale infra-nationale.

3.1.1 Politiques et mesures transversales

Les politiques et mesures transversales concernent à la fois des actions de mobilisation et de sensibilisation des acteurs locaux, que des actions support.

A ce titre, en décembre 2017 a été adopté la loi cadre n° 1456 portant Code de l'environnement qui constitue la base légale à la mise en œuvre d'actions règlementaires et de soutien pécuniaire.

De plus, afin de renforcer son action sur le territoire, le Gouvernement a créé, fin 2015, la Mission pour la Transition Energétique. Cette mission assure le management des projets de limitation des émissions de gaz à effet de serre et de développement des énergies renouvelables et gère le Fond Vert National.

Le Pacte National pour la Transition Energétique a été lancé en janvier 2018 par le Gouvernement Princier. Ce Pacte National pour la Transition Energétique permet à chacun de contribuer, à sa mesure, à la transition énergétique de Monaco dont les objectifs sont clairs : réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), agir pour la sobriété énergétique de la Principauté et augmenter la production locale d'énergie renouvelable. Un site internet dédié à la transition énergétique, contenant des informations destinées au grand public et aux professionnels, sur l'énergie, a été mis en ligne en décembre 2017.

Synthèse des politiques et mesures transversales

	Name of mitigation action	Included in with measures GHG projection scenario		GHGs affected	Objective and/or activity affected	Type of instrument	Status of implementation	Brief description	Start year of implementation	Implementing entity or entities	Estimate of mitigation impact (not cumulative) CO_2 eq)	
N°											2020	2030
1	Mise en oeuvre du Code de l'environnement		Cross-cutting	CH4, CO2, HFCs, N2O, NF3, PFCs, SF6	Ce texte constitue la Loi-cadre permettant l'application des futures réglementation s en matière d'environneme nt. Il comporte un Livre "énergie"	Regulatory	Implemented	La Loi n°860 portant Code de l'Environnement a été adoptée le 12 décembre 2017. Ce code constitue un support à la mise en œuvre de diverses mesures visant à limiter les émissions de GES	2017	Direction de l'Environnement	non estimé	non estim
2	Démarche Commerce Engagé	Yes	Energy, Waste management/w aste, Transport	CO2, CH4, N2O	Durable	Voluntary Agreement, Information	Implemented	Démarche de labellisation des commerces s'engageant dans une démarche éco-responsables, de mettre en valeur les pratiques des commerçants labellisés et de leur offrir un accompagnement vers une démarche de consommation durable. Les principaux objectifs sont la réduction des réduction et tri des déchets, l'approvisionnement local et les économies d'énergie et gestion des ressources	2017	Direction de l'Environnement	non estimé	non estima
3	Démarche Restaurant Engagé	Yes	Energy, Transport, Waste management/w aste	CH4, CO2, N2O	Consommation Durable	Voluntary Agreement, Information	Adopted	A l'instar de la démarche Commerce Engagé, Restaurant Engagé vise à mettre en valeur les restaurants de la Principauté qui souhaitent inscrire leur activité dans une perspective plus durable	2020	Direction de l'Environnement	non estimé	non estime
4	Soutien et sensibilisation à la production photovoltaïque	Yes	Energy		Augmenter la part d'énergie renouvelable locale dans la consommation électrique	Information, Economic	Implemented	La production d'électricité photovoltaïque bénéficie d'une aide depuis 2014, que l'électricité soit auto-consommée ou réinjectée au réseau. Un cadastre solaire en ligne a été mis en place en 2017 pour sensibiliser le public	2014		non estimé	non estim
5	Intégration de clause de développement durable dans le contrat de distribution de l'énergie	Yes	Energy	CH4, CO2, N2O	Mise en œuvre de l'annexe 1 "Développemen t Durable" du contrat de concession pour la distribution d'énergie	Regulatory	implemented	Connaissance des consommations et des usages de l'énergie, comptage, évolution de la tarification de l'énergie, fonds de développement durable, maîtrise de la demande en énergie, développement des énergies renouvelables et contribution à la sécurité d'approvisionnement, offres de diagnostics MDE-ENR, rachat de l'électricité d'origine renouvelable produite sur le territoire de la Principauté	2010	Département de l'Equipement de l'Environnement et de l'Urbanisme (Mnistére)	non estimé	non estim
6	Pacte National pour la Transition Energétique	Yes	Cross-cutting	CH4, CO2, N2O, HFCs, PFCs	Charte d'engagement	Voluntary Agreement	Implemented	Charte d'engagement simple, le Pacte National permet à chacun de contribuer, à sa mesure, à la transition énergétique de Monaco dont les objectifs sont clairs : réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), agir pour la sobriété énergétique de a Principauté et augmenter la production locale d'énergie renouvelable.		Mission pour la Transition Energétique	non estimé	non estima
7	Écoresponsabil ité de l'Administration	Yes	Energy, Transport	CH4, CO2, N2O	Diminution des impacts environnement aux et climatique des activités de l'Etat	Voluntary Agreement	Implemented	Démarche écoresponsable de l'Administration. Sensibilisation et mise en œuvre d'action visant à limiter l'impact environnemental de l'activité.	2008		non estimé	non estime
8	Labellisation du Plan Energie Climat - European Energy Award	Yes	Cross-cutting	CH4, CO2, HFCs, N2O, PFCs, SF6	Instrument de contrôle et de pilotage du Plan Energie Climat	Voluntary Agreement	Implemented	La démarche constitue un outil de pilotage du plan énergie climat fixant des objectifs et la mise en oeuvre d'un plan d'action pour 4 ans pour les atteindre.	2013	Direction de l'Environnement	non estimé	non estimé

3.1.2 Energie

Production énergétique - Déchets

La réduction des quantités incinérées et en particulier des déchets fossiles (plastiques) est une priorité du Gouvernement et constitue un levier important de réduction des émissions de GES.

Pour cela, des actions importantes et structurantes sont mises en œuvre pour, en premier lieu, prévenir la production de déchets et, en second lieu, orienter les déchets vers la valorisation matière. A ce titre, le Gouvernement mène une politique progressive d'éradication des déchets en plastique à usage unique intitulé « Zéro déchet plastique à usage unique à horizon 2030 ».

En outre, le dispositif de collecte des déchets recyclables a été étendu à tous les plastiques, des lieux de collecte imposés dans tous les immeubles et une démarche volontaire d'engagement des restaurateurs et commerçants est menée au travers des labellisations « Restaurant Engagé » et « Commerce Engagé ».

L'arrêt de l'importation de déchets français à incinérer permettra une importante diminution des émissions de GES. Celle-ci devait intervenir fin 2019 mais a été reportée à 2025. Les émissions générées par ces déchets durant cette période devraient être compensées par l'achat de CERs.

Combustion stationnaire

Le second poste de réduction du secteur de l'énergie est lié au chauffage des bâtiments, qui bénéficie de mesures nouvelles d'ampleur. Il peut être notamment cités l'interdiction du fioul dans tous les bâtiments pour le chauffage, la création de réseaux de chaleur, le renforcement de la réglementation thermique et l'obligation de réalisation d'audits énergétiques de tous les bâtiments de Monaco. Une subvention pour le remplacement des fenêtres devrait être lancée en 2020.

Un label de construction monégasque, adapté à la climatologie et l'urbanisation locale, a été lancé en 2019, intitulé « Bâtiment Durable Méditerranéen de Monaco ».

Enfin, dans le cadre du Plan Climat Air Energie 2030, un important programme relatif à la rénovation, à l'amélioration des performances thermiques de bâtiments et de leurs équipements, ainsi qu'à la décarbonation des énergies et au développement des énergies renouvelables va être mis en œuvre.

Synthèse des politiques et mesures du secteur de l'Energie

5y11	tnese de	s pontiq	ues et m	esures a	u secteui	de l'En	ergie					
9	Taxe sur la valeur ajoutée à taux réduit pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des habitations	Yes	Energy, Industry/industr ial processes		Encourager la rénovation énergétique	Economic	Implemented	TVA à taux réduit (5.5%) pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des habitations achevés depuis plus de 2 ans répondant à des caractéristiques et performances minimales	2014	Département des Finances et de l'Economie (Ministére)	non estimé	non estimé
10	Améliorer la suivi énergétique dans bâtiments privés	Yes	Energy	CH4, CO2, N2O	Améliorer la connaissance et la consommation énergétique du parc immobilier privé	Voluntary Agreement	Implemented	Des compteurs énergétiques intelligents NIALM sont déployés dans les 100 plus gros consommateurs (Hôtels et parties communes d'immeubles) sur la base du volontariat et financés par l'Etat.Les données électriques sont désagrégées par usage. Cette action vise à sensibiliser les occupants et à leur faire réduire leur consommation, ainsi qu'à déclencher des travaux d'économie d'énergie	2018	Mission pour la Transition Energétique	inclus dans 12	inclus dans
11	Electricité renouvelable	Yes	Energy	CH4, CO2, N2O	Augmenter la part d'électricité renouvelable consommée à Monaco	Voluntary Agreement	Implemented	Augmenter la part d'électricité renouvelable importée à Monaco certifiée d'origine renouvelable garantie de l'électricité et le cas échéant à partir de site de production appartenant en tout ou partir à la Principauté situés à l'étranger. 70% de la consommation électrique de Monaco est d'origine renouvelable "certificat de garantie d'origine" en 2019 (11% en 2014)	2008	Département de l'Equipement de l'Environnement et de l'Urbanisme (Mnistére)	0.00	0,00
12	Plan de gestion des déchets à horizon 2030	Yes	Energy, Waste management/w aste	CH4, CO2, N2O	Améliorer la gestion des déchets	Other (planning)	Implemented	Améliorer le tri à la source des déchets et notamment en plastique des déchets traités par l'unité de valorisation énergétique. Objectif incinération à 2030: 30 000 tonnes	2017	Département de l'Equipement de l'Environnement et de l'Urbanisme (Ministére)	2,2	10,6
13	Suppression de l'importation des déchets français	Yes	Energy, Waste management/w aste	CH4, CO2, N2O	Limiter la quantité de déchets incinérés à ceux en provenance du territoire	Voluntary Agreement	Adopted	Les déchets ménagers et assimilés issus des communes limitrophes françaises ne seront plus importés et éliminés à Monaco au plus tard en 2026. Il était initialement prévu d'arrêter cette importation en 2019. Entre 2019 et 2026, les émissions générées par l'incinération de ces déchets devraient être compensées par l'achat de CERs	2026	Département de l'Equipement de l'Environnement et de l'Urbanisme (Mnistére)	0,00	inclus dans
14	Interdiction des sacs en plastique à usage unique	Yes	Energy, Waste management/w aste	CH4, CO2, N2O	Limiter l'utilisation de sacs en plastique non réutilisables	Regulatory	Implemented	Les sacs en plastiques à usage unique d'une épaisseur inférieure à 50 micromètres et d'un volume inférieur à 25 litres, distribués aux points de vente, seront interdits sauf pour les sacs, autres que les sacs de caisse, composés de 30% minimum de matières biosourcées. Cette proportion augmentera progressivement.	2016	Direction de l'Environnement	inclus dans 12	inclus dans
15	Interdiction des ustensiles en plastique à usage unique	Yes	Energy, Waste management/w aste	CH4, CO2, N2O	Supprimer les déchets d'ustensiles en plastique à usage unique	Regulatory	Implemented	Les ustensiles en plastiques en usage unique sont progressivement interdits en fonction de la disponibilités sur le marché de substituts. A ce jour, sont notamments interdites les pailles. En 2020, l'interdiction sera étendue aux assiettes, gobelets, verres et couverts.	2019	Direction de l'Environnement	inclus dans 12	inclus dans
16	Requalification de l'usine de valorisation énergétique des déchets	No	Energy, Waste management/w aste	CH4, CO2, N2O	Construction d'une nouvelle usine d'incinération avec les meilleurs procédés possibles pour limiter les émissions de GES	Other (Project)	Ranned		2025	Département de l'Equipement de l'Environnement et de l'Urbanisme (Ministére)	non estimé	non estimé

17	Plan Climat Air Energie	Yes	Energy, Transport, Waste management/w aste, Cross- cutting	CH4, CO2, N2O, HFCs, PFCs, SF6	Révision des objectifs énergétiques et climatiques et du plan d'actions permettant l'atteinte de ces objectifs.	Other (Planning)	Implemented	Le Plan Climat Air Energie vise à identifier les actions devant être mise en œuvre par rapport aux potentialités du territoire en vue de respecter les engagements Internationaux de la Principauté en matière de réductions des émissions de GES et les objectifs énergétiques qui seront définis	2018	Direction de l'Environnement	non estimé	10,00
								à horizon 2030. L'étude a débuté en 2018 et devrait être finalisée début 2020.				
18	Mesures visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la réduction des émissions de GES dans le secteur du bâtiment	Yes	Energy	CH4, CO2, HFCs, N2O, PFCs	Efficacité énergétique dans les bâtiments neufs et lors de rénovations dans les bâtiments existants	Regulatory	Implemented	Renforcer les contraintes en termes de performance énergétique dans les bâtiments neufs et les rénovations lourdes et légères des bâtiments existants, ainsi que sur les équipements. Interdiction de tous les chauffages au fioul en 2022 dans les bâtiments Réalisation d'audits énergétiques dans tous les bâtiments avant 2022 pour les bâtiments avant 2022 pour ceux achevés après 1991 et avant 2028 pour les autres	2018	Département de l'Equipement de l'Environnement et de l'Urbanisme (Ministére)	inclus dans 12	inclus dans 12
19	Subvention pour la rénovation des fenêtres	Yes	Energy	CH4, CO2, N2O	Efficacité énergétique dans les bâtiments existants	Economic	Planned	Subvention accordée aux propriétaires souhaitant remplacer leurs fenêtres en simple vitrage par a minima du double vitrage performant	2020	Direction de l'Environnement	inclus dans 12	inclus dans 12
20	Développer des réseaux de chaud / froid urbains et les boucles d'eau tempérée	Yes	Energy	CH4, CO2, HFCs, N2O, PFCs	Augmenter la part d'énergie renouvelable consommé pour le chauffage et le refroidissement des bătiments par la création de réseaux de chaleur	Other (Project)	Implemented	Pour limiter la consommation d'énergie fossile pour le chauffage et / ou le refroidissement des bâtiments, des réseaux de chaleur / froid et des boucles d'eau seront créés dans les quartiers de la Condamine et du Larvotto. Le scénario minimum permettrait un gain de 2,1 kt CO2eq. Le scénario maximum permettrait un gain de 4.1 kt CO2eq	2025	Mission pour la transition énergétique	inclus dans	inclus dans 12
21	Améliorer la connaissance énergétique des bâtiments publics	Yes	Energy	CH4, CO2, N2O	Améliorer la connaissance et la consommation énergétique du parc immobilier public	Other (Project)	Implemented	Des sous-compteurs énergétiques télérelevés sont déployés dans l'ensemble des bâtiments publics. Projet en cours	2017	Service de Maintenance des Bâtiments Publics	inclus dans 12	inclus dans 12
22	Déconstruction et reconstruction d'installation stationnaire fortement émettrice	Yes	Energy	CH4, CO2, N2O	Substituer des productions énergétiques fossiles par des productions énergétiques d'origine renouvelable	Other (Project)	Adopted	Reconstruction à échéance 2032 (prévu initialement en 2025) de l'Hôpital avec connection au réseau chaud et froid de Fontvielle (suppression de l'énergie fossile)	2032	Département de l'Equipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme (Ministére)	inclus dans 12	inclus dans
23	Incorporation de bio-méthane dans le gaz naturel	Yes	Energy	CH4, CO2, N2O	Limiter les émissions de GES du secteur de l'énergie	Regulatory	Implemented	Le carburant est importé de France et est donc conforme à la l'arrêté français du 24-04- 2016	2016	Département des Finances et de l'Economie (Ministére)	inclus dans 12	inclus dans 12
24	Centrales photovoltaïque s	Yes	Energy	CH4, CO2, N2O	Augmenter la part d'énergie renouvelable locale dans la consommation électrique	Other (Project)	Implemented	Création d'une centrale photovoltaïque de 600 MWh/an sur le Grimaldi Forum	2019	SMEG	non estimé	non estimé
25	Injection de Biométhane	No	Energy, Industry/industr ial processes	CH4, CO2, N2O	Augmenter la part de biométhane consommée	Voluntary Agreement	Planned	Augmenter progressivement la part de biométhane certifié d'origine garantie à hauteur de 30% du gaz total consommé en Principauté en 2030	2020	SMEG - Direction de l'Environnement	inclus dans 12	inclus dans 12
26	Utilisation de carburants 100% biogéniques	No	Transport, Energy	CH4, CO2, N2O	Utilisation de carburants biogéniques en remplacement des carburants fossiles	Voluntary Agreement	Implemented	Utilisation de carburants biogéniques en remplacement des carburants fossiles, type B100 dans les installations stationnaires, les véhicules non routiers et les flottes captives.	2019	Distributeurs de produits pétroliers	non estimé	non estimé

3.1.3 Transports

En matière de mobilité et de transport, l'objectif de la politique du Gouvernement est de réduire les impacts négatifs de la circulation routière et en particulier le nombre de déplacement des véhicules légers. Ces impacts négatifs concernent la diminution de l'attractivité territoriale, la baisse de la qualité de vie, l'augmentation des nuisances sonores, ainsi que l'augmentation des émissions de polluants atmosphériques.

A ce titre, le Gouvernement finalise actuellement un Plan National de la Mobilité qui devrait viser à réduire les déplacements des véhicules légers de 20% en 2030 par rapport à 2018, pour retrouver l'équivalent de la densité de circulation observée en 1990. Des dispositifs devront également minimiser la présence des Véhicules Utilitaires Légers et les Poids Lourds. Les moyens relèveront de dispositifs structurants nationaux et internationaux (France), d'actions à court terme et de mesures d'accompagnement, tels que notamment la création de parkings de dissuasion en frontière du pays, le renforcement de la desserte ferroviaire et du télétravail, la création d'une ligne de transport en commun en site propre électrique à haut niveau de service traversant le pays d'Est en Ouest et de transport par câble, ainsi que le développement d'outil de smart city mobility (citymapper) pour optimiser les déplacements.

Actuellement, les mesures prises sont organisées autour d'un Plan de Déplacement Urbain (PDU), d'un schéma directeur d'infrastructures, ainsi qu'une politique incitative favorisant les modes de déplacements alternatifs, au sein du territoire et en collaboration avec la région voisine. Ces mesures sont également accompagnées d'un soutien important au développement des véhicules électriques et hybrides.

Toutefois, les particularités du territoire font que les effets des politiques et mesures, en matière de transport, sur les émissions directes de gaz à effet de serre sont difficilement quantifiables où seules sont prises en compte les ventes de carburants et les caractéristiques du parc immatriculé à Monaco.

En effet, chaque jour la population est doublée du fait des travailleurs pendulaires. En outre, compte-tenu de la taille du pays et des prix plus avantageux en France, la consommation de carburant ne peut être corrélée à la taille du parc et aux actions mises en œuvre. En pratique, les véhicules immatriculés roulent essentiellement à l'étranger en considérant les kilométrages réalisés annuellement et la majorité du carburant consommé semble être achetée également à l'étranger.

Il en résulte qu'il n'a pas été possible corréler le gain des mesures avec les émissions de gaz à effet de serre directes. Un gain de 5kteqCO₂ est attendu en 2030 par rapport à un scénario tendanciel en lien avec l'ensemble des mesures relatives au transport routier

Cependant une diminution progressive des ventes de carburant peut être observée.

S'agissant de l'aviation, l'héliport de Monaco a initié une démarche de certification ACA Un programme de rénovation de l'héligare et le doublement des hélisurfaces sont respectivement prévues pour 2022 et 2024. Un accroissement du trafic majoritairement à l'international est envisagé. Un remplacement du parc d'hélicoptères par des aéronefs électriques est prévu.

S'agissant de la navigation, l'utilisation du fioul lourd a été interdite, en l'absence de scrubber en circuit fermé, dans les eaux territoriales en 2018. Ce carburant n'étant pas vendu à Monaco, la mesure n'a pas d'effet sur les ventes de carburants.

4ème Rapport Biennal Version 1 datée du 27 décembre 2019 Direction de l'Environnement

La Principauté a entrepris depuis plusieurs année un programme d'électrification des places des Ports pour les navires et devrait se terminer en 2021.

Une étude de faisabilité pour l'électrification des ports de Monaco pour l'alimentation des navires de croisière est envisagée pour 2020.

J	thèse des	Yes	Industry/industr		Réduction des	Regulatory	Planned	Interdiction des équipements	2020	Direction de	0,80	5,40
28	émissions des gaz fluorés		lai processes, Transport		émissions des gaz fluorés			fonctionnant avec les gaz fluorés les plus émetteurs et adoption de mesures visant à limiter les émissions fugitives. Cette reglementation concerne les équipements utilisés dans les domaines du froid domestique, du froid commercial, des transports frigorifiques, du froid industriel, des groupes refroidisseurs d'eau, de la climatisation à air, des pompes à chaleur résidentielles et de la climatisation automobile.		TEnvironnement	3,60	5,10
29	Mesures visant à la réduction des émissions imputables aux véhicules particuliers et utilitaires légers	Yes	Transport	CH4, CO2, N2O	Efficacité énergétique dans le domaine du transport routier et augmentation de la part électrique / hybride du parc	Regulatory	Implemented	Le règlement européen n° 333/2014 impose aux constructeurs automobiles de ramener les émissions moyennes de CO2 des véhicules particuliers neufs à 95 gCO2/km en 2021. Le règlement européen n° 510/2011 impose aux constructeurs de ramener progressivement les émissions moyennes des véhicules des véhicules des véhicules utilitaires légers neufs à 175 gCO2/km en 2017 et 140 gCO2/km en 2020. En outre, un dispositif d'aide à l'achat de véhicules électriques ou hybrides a été mis en place en 2009. Ce dispositif pourrait être révisé en 2018 pour concentrer l'aide sur les véhicules les moins polluants.	2009	Direction de l'Environnement	inclus dans 35	inclus dans 35
30	Déplacement doux - Développement du vélo et du vélo électrique	Yes	Transport	CH4, CO2, N2O	Favoriser les déplacements doux	Other (Project)	Implemented	Mse en oeuvre d'un service de vélos électriques à la demande. Ce service a été augmenté et ouverts à tous en 2018	2010	Direction de la Prospective, de l'Urbanisme et de la Mobilité	inclus dans 35	inclus dans 35
31	Déplacement propre - Développement des véhicules électriques partagés	Yes	Transport	CH4, CO2, N2O	Favoriser les déplacements propres	Other (Project)	Implemented	Mise en place d'un service de véhicules électriques à la demande	2015	Département de l'Equipement de l'Environnement et de l'Urbanisme (Ministére) - MOBEE	inclus dans 35	inclus dans 35
32	Amélioration du centre de distribution urbain	Yes	Transport	CH4, CO2, N2O	Optimiser les déplacements de poids lourds pour la logistique en marchandises	Other (Project)	Planned	Renforcement du centre de distribution de marchandises (logistique urbaine)	2025	Direction de la Prospective, de l'Urbanisme et de la Mobilité	inclus dans 35	inclus dans
33	Incorporation de bio- carburants dans l'essence et le diesel	Yes	Transport	CH4, CO2, N2O	Incorporation de bio- carburants dans l'essence et le diesel	Regulatory	Implemented	Le carburant est importé de France et est donc conforme à la Directive UE/2015/1513 du 15- 09-2015 relative à l'incorporation des biocarburants	2015	Département des Finances et de l'Economie (Ministére)	1,86	1,57
34	Alimentation électrique des bateaux de croisière	No	Transport	CH4, CO2, N2O	Fournir une alimentation électrique aux bateaux de croisière dans les ports de Monaco	Other (Project)	Planned	Etude de faisabilité pour un raccordement électrique efficace et aisé des bateaux de croisière	2020	Département de l'Equipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme SMEG	non estimé	non estimé
35	Plan National de Mobilité	Yes	Transport	CH4, CO2, N2O	trafic des véhicules légers de 20% en 2030 par rapport à 2018	Other (Planning)	Planned	L'objectif de réduction du trafic automobile à l'horizon 2030 est de réduire le trafic actuel de 20% tout en absorbant le trafic CVL supplémentaire induit par le développement économique et démographique de la Principauté, pour retrouver l'équivalent de la densité de circulation observée en 1990. Des dispositifs sont prévus pour minimiser la présence des VUL et PL. Les moyens relève de dispositifs structurants nationaux et internationaux (France), d'actions à court terme et de mesures d'accompagnement.		Direction de la Prospective, de l'Urbanisme et de la Mobilité	4.65	5,00
36	Electrification des hélicoptères	Yes	Transport	CH4, CO2, N2O	Utilisation d'aéronefs électriques pour les courtes distances	Voluntary Agreement	Adopted		2030	Direction de l'Aviation Civile	0.00	0,80

3.1.4 Procédés Industriels

Aussi, une nouvelle règlementation, actuellement en préparation, devrait viser l'interdiction des équipements fonctionnant avec les gaz fluorés avec un pouvoir de réchauffement global élevé et l'adoption de mesures visant à limiter les émissions fugitives (contrôles d'étanchéité de tous les appareils contenant des gaz fluorés, certification du personnel intervenant sur ces appareils et / ou manipulant des gaz fluorés, obligation de récupération du gaz lors de la maintenance et du démantèlement des équipements,...).

Cette réglementation concernera les équipements utilisés dans les domaines du froid domestique, du froid commercial, des transports frigorifiques, du froid industriel, des groupes refroidisseurs d'eau, de la climatisation à air, des pompes à chaleur résidentielles et de la climatisation automobile.

Dans tous les cas, la Principauté bénéficiera des effets du Règlement Européen n° 517/2014 du 16/04/2014 « F-gaz » du fait de l'Union douanière avec la France.

En outre, il est envisagé d'interdire l'utilisation de perchloréthylène pour le nettoyage à sec des vêtements.

Synthèse des politiques et mesures du secteur Industrie

27	Réduction des émissions des pressings	No	Industry/industr ial processes	CO2	Limiter les émissions relative aux pressings	Regulatory	Planned	L'utilisation du perchloéthylene pourrait être interdite à moyen terme	2022	Direction de l'Environnement	non estimé	non estimé
28	Réduire les émissions des gaz fluorés	Yes	Industry/industrial processes, Transport	PFCs, HFCs	Réduction des émissions des gaz fluorés	Regulatory	Planned	Interdiction des équipements fonctionnant avec les gaz fluorés les plus émetteurs et adoption de mesures visant à limiter les émissions fugitives. Cette reglementation concerne les équipements utilisés dans les domaines du froid domestique, du froid commercial, des transports frigorifiques, du froid industriel, des groupes refroidisseurs d'eau, de la climatisation à air, des pompes à chaleur résidentielles et de la climatisation automobile.	2020	Direction de l'Environnement	0,80	5,40

3.1.5 Déchets - Eaux Usées

La station de traitement des eaux usées de Monaco dispose d'une capacité de traitement de 100 000 EH (Equivalent Habitant). Actuellement, la capacité de traitement ne permet pas d'épurer la totalité des effluents produits en Principauté et la station de traitement fait l'objet de travaux importants de renforcement et restructuration de son process de traitement pour atteindre une capacité de 130 000 EH et une épuration de meilleure qualité. Elle sera opérationnelle début 2020.

Synthèse des politiques et mesures du secteur Déchets-eaux usées

		Optimisation du	Yes	Waste	CH4, CO2	Optimisation du	Other (Project)	Implemented	L'usine de traitement des eaux	2020	Direction de	1,59	1,56
		traitement des		management/w		traitement des			usées sera renouvelées afin		l'Aménagement		
		eaux usées		aste		eaux usées et			d'en augmenter la capacité de		Urbain -		
	37					augmentation			traitement et d'améliorer le		Société		
						de la capacité			traitement		Monégasque		
						nominale					des Eaux		
W													

3.1.6 Autres mesures

Les relations politiques, économiques et territoriales étroites qui lient la Principauté de Monaco à la France et à l'Union Européenne créent des conditions particulières où les accords transfrontaliers et la coopération ont des impacts sur les émissions de GES.

En effet, bien que Monaco ne soit pas membre de l'Union Européenne, son territoire est inclus dans le territoire douanier européen. Il n'existe pas de contrôles aux frontières entre les territoires et les règles douanières sont identiques entre la France est Monaco.

Dès lors, Monaco bénéficie de certaines mesures et réglementations appliquées par la France et plus largement par l'Union Européenne. Nous pouvons noter notamment : l'introduction de biocarburants dans les carburants commercialisés et de biométhane dans le gaz naturel, les mesures liées à la baisse des émissions des véhicules, et à l'écoconception des produits consommateurs d'énergie.

3.1.7 Evaluation des conséquences économiques et sociales des mesures de riposte

Compte-tenu de la taille du pays et de l'effet des politiques et mesures mises en œuvre par Monaco en termes de consommation de produits générateurs d'émissions de gaz à effet de serre, par rapport à la consommation mondiale, les conséquences économiques et sociales à l'échelle internationale de ces mesures de riposte doivent être considérées comme négligeables.

3.2 Dispositions institutionnelles pour le suivi et l'évaluation des progrès vers l'atteinte des objectifs

La Direction de l'Environnement en tant qu'entité en charge d'une part de la planification, de l'établissement et de la gestion des inventaires nationaux des émissions de gaz à effet de serre, des Communications Nationales et des Rapports Biennaux et d'autre part en charge de la planification énergétique et climatique et son suivi, assure l'évaluation des progrès vers l'atteinte des objectifs.

En termes de suivi et d'évaluation des progrès vers l'atteinte des objectifs, la Direction de l'Environnement informe le Gouvernement sur les émissions générées sur le territoire et leurs projections. Elle l'assiste également dans la compréhension de ces émissions et les politiques et mesures pertinentes devant être mises en œuvre.

Sur la base de ces éléments, le Gouvernement et les différents Services concernés étudient les solutions complémentaires à mettre en œuvre pour accélérer ou corriger la tendance de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

A titre d'exemple, sur la base des données du NIR 2017 et de la NC7, le Gouvernement a décidé de recourir aux mécanismes de marché dans l'hypothèse où les politiques et mesures nationales ne permettraient pas d'atteindre les objectifs 2020.

3.3 Estimation des réductions des émissions et des absorptions et de l'utilisation des unités provenant des mécanismes fondés sur le marché et des activités relatives à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie

Les émissions de l'année de référence (hors UTCF) sont indiquées dans la table 4 du BR-CTF ci-dessous. Les émissions de l'année de référence incluent l'ensemble des secteurs, tel qu'indiqué au chapitre 2.2. La contribution UTCF correspond au solde entre les émissions et les absorptions.

Enfin, Monaco comptabilisera les unités provenant des mécanismes fondés sur le marché à la fin de la période. La table 4 présente les unités sur le compte de dépôt de Monaco dans le registre national jusqu'en 2018.

Table 4: Report on progress (Source MCO_BR4_v1.0)

	Total emissions excluding LULUCF	Contribution from LULUCF ^d	Quantity of units j mechanisms unde			from other market schanisms
Yearc	(kt CO2 eq)	(kt CO2 eq)	(number of units)	(kt CO2 eq)	(number of units)	(kt CO2 eq)
Base year/period (1990)	101.59	0.00	NA*	NA*	NA*	NA*
2010	87.69	-0.05				
2011	85.76	-0.04				
2012	88.56	-0.04				
2013	90.31	-0.03				
2014	84.13	-0.03				
2015	89.06	0.07				
2016	87.89	-0.01	NA	NA		
2017	86.85	0.00	25,000.00	25.00		

Table 4(a)I Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie - Autres information relevant de la contribution du secteur UTCTF (LULUCF) (Source MCO_BR4_v1.0)

	Net GHG emissions/removals from LULUCF categories ^c	Base year/period or reference level value ^d	Contribution from LULUCF for reported year	Cumulative contribution from LULUCF ^e	Accounting approach f
		(kt CO 2 e	a)		
Total LULUCF	0.00	0.00			Land-based
					approach
A. Forest land					Land-based
1.5 (1.1) (1.1)					approach
Forest land remaining forest land					Land-based
					approach
2. Land converted to forest land					Land-based
					approach
3. Other ^g					Land-based
D.C. 1.1					approach
B. Cropland					Land-based
					approach
Cropland remaining cropland					Land-based
					approach
2. Land converted to cropland					Land-based
					approach
3. Other ^g					Land-based
					approach
C. Grassland					Land-based
					approach
Grassland remaining grassland					Land-based
					approach
Land converted to grassland					Land-based
					approach
3. Other ^g					Land-based
					approach
D. Wetlands					Land-based
					approach
Wetland remaining wetland					Land-based
					approach
Land converted to wetland					Land-based
					approach
3. Other ^g					Land-based
					approach
E. Settlements	0.00	0.00			Land-based
					approach
Settlements remaining settlements	0.00	0.00			Land-based
					approach
Land converted to settlements					Land-based
					approach
3. Other ^g					Land-based
					approach
F. Other land					Land-based
					approach
Other land remaining other land					Land-based
					approach
2. Land converted to other land					Land-based
					approach
3. Other ^g					Land-based
5. 5					approach
G. Other					Land-based
					approach
Harvested wood products					Land-based
Tim . Ested in ood products					approach

Table 4(a)II. Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs chiffrés de réduction des émissions pour l'ensemble de l'économie - Autres information relevant des actions de mitigations relevant de la comptabilisation des émissions et des retraits par le secteur UTCATF (LULUCF), en accord avec l'Article 3, paragraphe 3 et 4 du Protocole de Kyoto (Source MCO_BR4_v1.0)

GREENHOUSE GAS SOURCE AND SINK ACTIVITIES	Base year ^d	2013	2014	2015	Net emissions/remov	als ^e	2018	2019	2020	m . 10	Accounting parameters	Accounting quantity i
		2013	2014	2013			2016	2019	2020	Total ^g		
A. Article 3.3 activities				T	(kt CO ₂ eq)						
A.1. Afforestation/reforestation		NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
		NO	NO NO	NO NO	NO	NO				NO		NO
Excluded emissions from natural disturbances(5)												
Excluded subsequent removals from land subject to natural disturbances(6)		NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
A.2. Deforestation		NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
B. Article 3.4 activities												
B.1. Forest management										NO		NO
Net emissions/removalse		NO	NO	NO	NO	NO				NO		
Excluded emissions from natural disturbances(5)		NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
Excluded subsequent removals from land subject to natural disturbances(6)		NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
Any debits from newly established forest (CEF-ne)(7),(8)		NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
Forest management reference level (FMRL)(9)											NA	
Technical corrections to FMRL(10)											NA	
Forest management capl											3.49	NO
B.2. Cropland management (if elected)	NO	NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
B.3. Grazing land management (if elected)	NO	NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
B.4. Revegetation (if elected)	NO	NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO
B.5. Wetland drainage and rewetting (if elected)	NO	NO	NO	NO	NO	NO				NO		NO

Table 4(b). Progrès accomplis (Source MCO_BR4_v1.0)

	Units of market has admosphanians		Year	
	Units of market based mechanisms		2017	2018
	Victor District Linear	(number of units)	NA	25000
	Kyoto Protocol units	(kt CO ₂ eq)	NA	25.00
	AATT	(number of units)	NA	NA
	AAUs	(kt CO2 eq)	NA	NA
	EDIT	(number of units)	NA	NA
Kyoto	ERUs	(kt CO2 eq)	NA	NA
Protocol units ^d	GED.	(number of units)	NA	25000
иниз	CERs	(kt CO2 eq)	NA	25.00
	COD	(number of units)	NA	NA
	tCERs	(kt CO2 eq)	NA	NA
		(number of units)	NA	NA
	ICERs	(kt CO2 eq)	NA	NA
	Units from market-based mechanisms under the	(number of units)		
	Convention	(kt CO ₂ eq)		
Other units				
d,e	II. i.e. Comment of the second second	(number of units)		
	Units from other market-based mechanisms	(kt CO ₂ eq)		
T . 1		(number of units)	NA	25000
Total		$(kt CO_2 eq)$	NA	25.00

4 Projection des émissions de gaz à effet de serre

La Principauté de Monaco s'est engagée à réduire de 30% d'ici 2020 et de 50% d'ici 2030 ses émissions nationales par rapport à celles de 1990 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

Afin d'appréhender ses engagements de réduction des émissions de GES, les politiques et mesures sont traduites en termes de projections des émissions de gaz à effet de serre à échéances 2020 et 2030.

Ces projections ont été établies à partir des politiques et mesures décrites dans le chapitre 3.1, pour lesquelles il convient de distinguer :

- Les mesures, prises par Monaco, qui ont des effets directs sur les émissions comptabilisées, par exemple la quantité de déchets incinérés.
- Les mesures, prises par l'Union européenne ou la France, et qui ont des effets sur les émissions de la Principauté de Monaco, par exemple l'incorporation de biocarburant dans l'essence vendue sur le territoire.
- Des mesures prises par Monaco, qui contribuent à la diminution des émissions de la Principauté, mais qui sont difficilement comptabilisables et peuvent participer à un effort qui dépasse le seul plan territorial, par exemple la politique de mobilité.
- Des mesures, prises par Monaco, qui participent à la politique énergétique et climatique locale, mais qui ne se répercutent pas sur les émissions de la Principauté, par exemple les mesures visant à la diminution de la consommation électrique.

Pour établir les projections des émissions de GES, les politiques et mesures sont appliquées pour chacun des secteurs et calculées suivant la méthodologie utilisée dans le cadre de la réalisation du Rapport National d'Inventaire 2019 (NIR).

Une grande part des données d'activité utilisées pour calculer ces émissions ont pour origine des enquêtes ou des chiffrages directs. Ces chiffrages sont projetés à échéance 2020 et 2030 suivant les scénarios d'évolution qui sont prévus, la méthode utilisée est donc une méthode par comptabilisation.

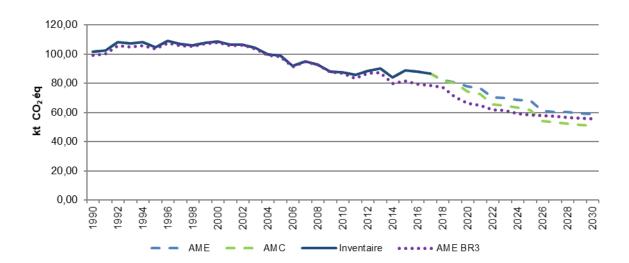
Pour les politiques et mesures qui ont des effets qui ne sont pas directement quantifiables (par exemple la politique de mobilité), les projections sont établies au travers de scénarios d'évolution des activités basés sur la tendance d'évolution des émissions qui est observée, ainsi que des facteurs qui peuvent affecter la tendance d'évolution; accroissement de la population, accroissement du parc de véhicules, accroissement du territoire et du patrimoine bâti.

Conformément à la méthodologie demandée au travers des lignes directrices (UNFCCC, 1999) les projections des émissions de gaz à effets de serre sont établies suivant un scénario d'évolution avec mesures (AME), qui est établi sur la base de la mise en œuvre des politiques et mesures. Ce scénario comprend également les mesures prises par l'Union européenne ou la France, et qui ont un effet sur les émissions de Monaco.

Un scénario avec mesures complémentaires (AMC) a également été établi. Il intègre, en complément du scénario avec mesures, des mesures prévues qui ne sont pas encore mises en œuvre ou adoptées.

4.1 Evolution globale

Projections des émissions totales de GES, hors UTCATF



Les émissions totales, hors UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 59,13 kt eqCO₂ et à 50,86 kt eqCO₂ pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de 41,8% et 41,8% par rapport à 1990.

Les émissions totales, avec UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 59,12 kt eqCO₂ et à 50,58 kt eqCO₂ pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de 49,9% et 49,9% par rapport à 1990.

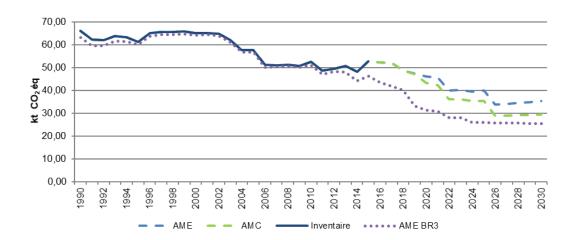
Malgré un important recalcul effectué dans le cadre du NIR 2019, les projections à horizon 2030 restent proches de celles calculées dans le cadre du BR3.

De plus, la mise en œuvre de politiques et mesures du scénario AMC permettrait d'être très proche de l'atteinte des objectifs.

4.2 Evolution par secteur

4.2.1 Energie

Projections des émissions de GES du secteur de l'Energie

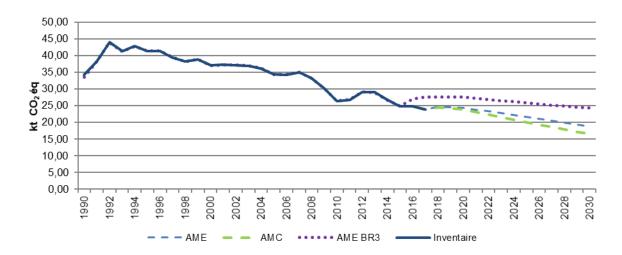


Les émissions du secteur de l'Energie sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 35,42 kt eqCO₂ et à 9,32 kt eqCO₂ pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de -46,5% et -55,7% par rapport à 1990.

Elles ont été réévaluées eu égard aux évolutions méthodologiques intervenues depuis les précédentes projections et du fait notamment du report de l'arrêt des importations de déchets de France et de la prise en compte du modèle établi dans le cadre du Plan Climat Air Energie.

4.2.2 Transport

Projections des émissions de GES du secteur du Transport



Les projections sont fondées sur un nouveau modèle.

Les émissions du secteur du transport sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 18,73 kt eqCO₂ et à à 16,59 kt eqCO₂ pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de -45,4% et -51,6% par rapport à 1990. Ces diminutions sont essentiellement liées à la baisse de la consommation du carburant routier liée aux évolutions technologiques, ainsi qu'aux politiques et mesures visant à limiter l'usage des véhicules sur le territoire et augmenter la part de véhicules électriques.

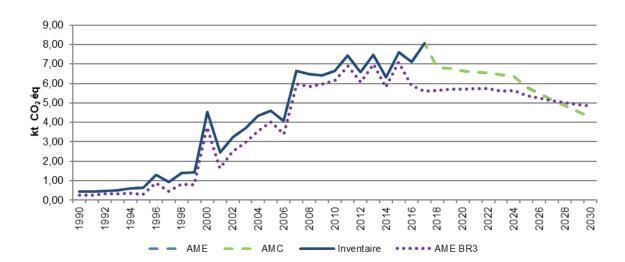
Ces dernières mesures sont accentuées dans le scénario AMC.

En 2030, selon le AME, le transport routier représentera 84,1% des émissions du secteur, la navigation nationale 15,2% et l'aviation nationale 0,7%.

Enfin, il peut être observé que les émissions en 2016 et 2017 sont inférieures aux projections du BR3.

4.2.3 Industrie

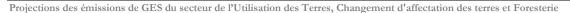
Projections des émissions de GES du secteur de l'Industrie

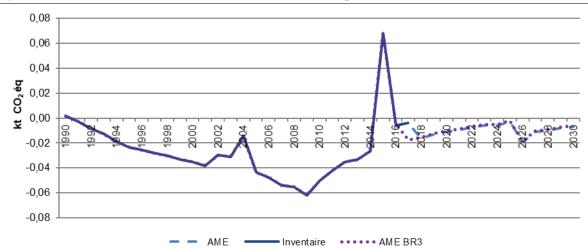


Les émissions du secteur de l'Industrie sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 4,32 kt eqCO₂ et à 4,27 kt eqCO₂ pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une augmentation respectivement de 877,4% et 867,5% par rapport à 1990. Ces augmentations sont essentiellement liées à la consommation de gaz fluorés. Le remplacement progressif des gaz actuels par des gaz disposant d'un pouvoir de réchauffement global plus faible devrait avoir un effet significatif.

Bien que les émissions actuelles soient plus élevées que celles projetées dans le cadre du BR3, la diminution prévue en 2030 devrait être plus importante.

4.2.4 UTCF



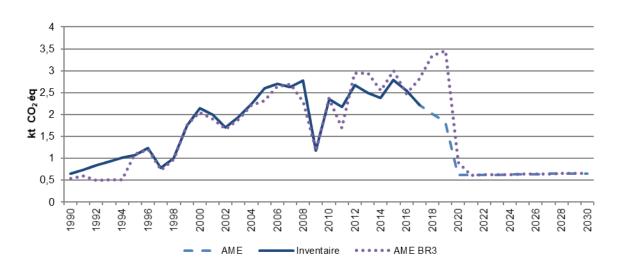


Les émissions du secteur de l'Utilisation des Terres, Changement d'affectation des terres et Foresterie sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à -0,007 kt eqCO₂, soit une diminution de 553% par rapport à 1990.

Les émissions en 2017, bien que négatives, étaient inférieurs à celles projetées dans le cadre du BR 3 et en 2030, les émissions projetées dans le cadre du BR3 et du BR 4 sont comparables.

4.2.5 Déchets

Projections des émissions de GES du secteur des Déchets



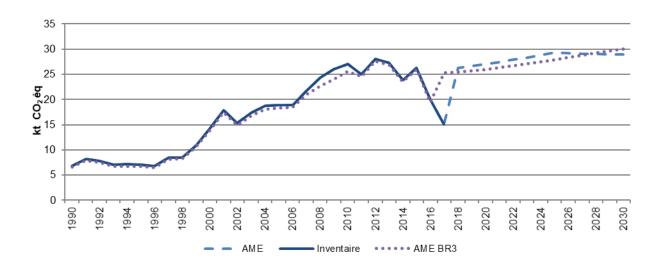
Les émissions du secteur de l'Industrie sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 0,66 kt eqCO₂, soit une augmentation de1,3% par rapport à 1990.

Les émissions en 2017 étaient inférieures à celles projetées dans le cadre du BR 3 et en 2030, les émissions projetées dans le cadre du BR3 et du BR 4 sont comparables.

La chute des émissions est liée à la rénovation de l'usine de traitement des eaux.

4.2.6 Transport International

Projections des émissions de GES du secteur du Transport International



Les émissions ont fortement diminué depuis 2016 en lien notamment à des taxes plus faibles sur les carburants marins dans les pays proches. Celles-ci pourraient être augmentées prochainement. Les projections n'intègrent pas cet effet d'aubaine.

Les projections montrent une augmentation des émissions du secteur du transport international pour le scenario sans mesure et le scénario avec mesure, respectivement de 323,6 et 368,2%.

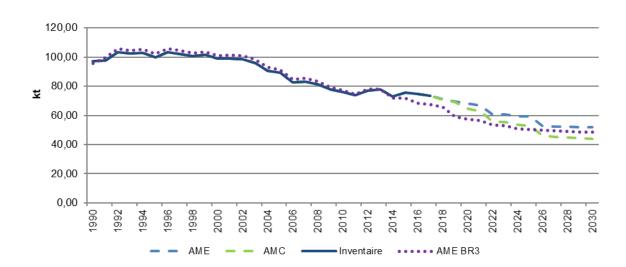
En 2030, selon le AME, la navigation internationale représentera 94,7% des émissions du secteur et l'aviation internationale 5,3%.

Le scénario avec mesure présente un infléchissement des émissions à partir de 2025 lié aux mesures prévues sur le secteur de l'aviation qui représentent un impact en 2030 de 3.04 kt eqCO₂.

4.3 Evolution par Gaz

4.3.1 Projection des émissions de CO2

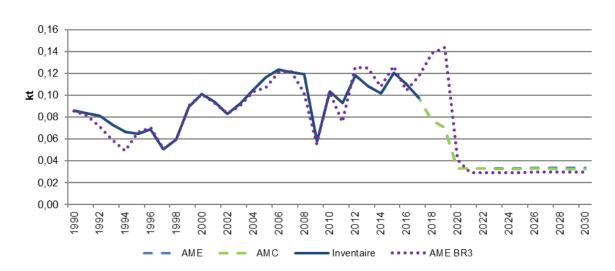




Les émissions du secteur de CO₂, hors UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 51,99 kt et à 43,81 kt pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de 46,4% et 54,8% par rapport à 1990.

4.3.2 Projection des émissions de CH₄

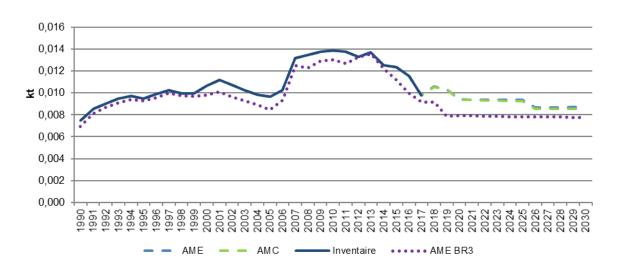
Projections des émissions de CH4



Les émissions du secteur de CH₄, hors UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 0,03 kt et à 0,03 kt pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de 61,1% et 62,1% par rapport à 1990.

4.3.3 Projection des émissions de N₂O

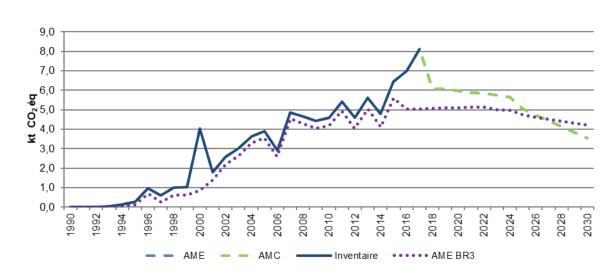
Projections des émissions de N2O



Les émissions du secteur de N₂O, hors UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 0,01 kt et à 0,01 kt pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une augmentation respectivement de 16,2% et 13,9% par rapport à 1990.

4.3.4 Projection des émissions de HFCs-PFCs

Projections des émissions de HFCs-PFCs

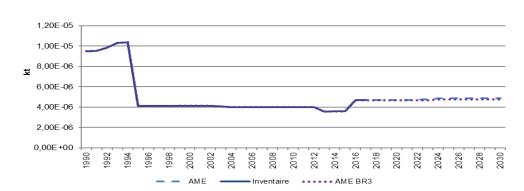


Les émissions de HFCs et PFCs sont estimées à 3,55 kt eqCO₂ en 2030 dans le scénario avec mesures et avec mesures complémentaires.

Par rapport au scénario avec mesures du BR3, les émissions globales et l'effet de politiques et mesures ont été réévalués.

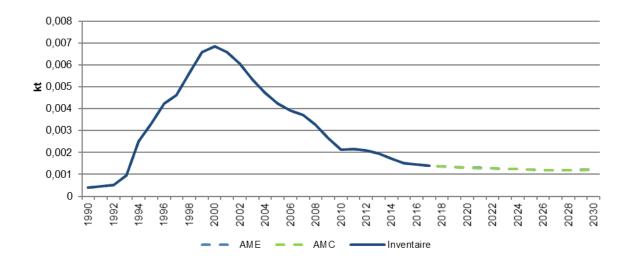
4.3.5 Projection des émissions de SF6

Projections des émissions de SF6



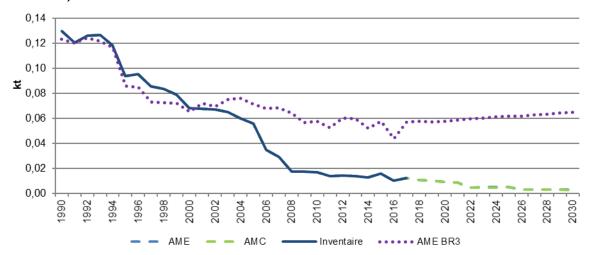
Les émissions de SF6 sont estimées à 4,87E-06 kt en 2030. La valeur a été légèrement réévaluée par rapport au BR3.

4.3.6 Projection des émissions de NH₃



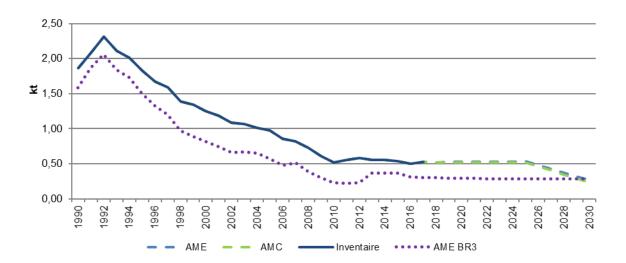
Les émissions du secteur de NH₃, hors UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 0,001 kt et à 0,001 kt pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une augmentation respectivement de 199,2% et 197,3% par rapport à 1990.

4.3.7 Projection des émissions de SO₂



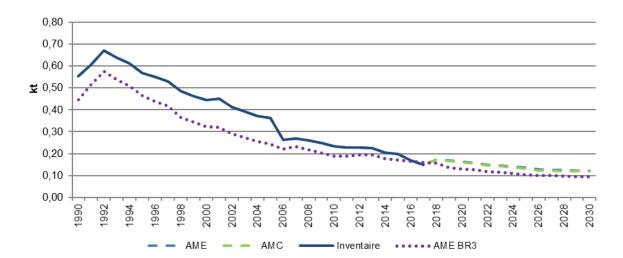
Les émissions du secteur de SO₂, hors UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 0,00 kt et à 0,00 kt pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de 97,8% et 97,8% par rapport à 1990.

4.3.8 Projection des émissions de CO



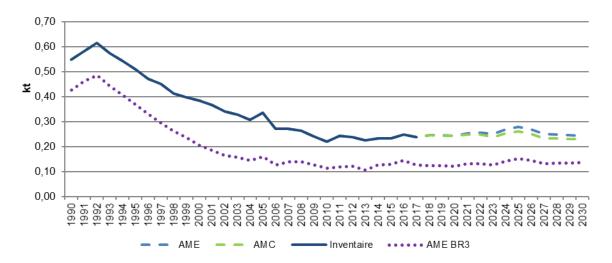
Les émissions du secteur de CO, hors UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 0,27 kt et à 0,23 kt pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de 85,8% et 87,5% par rapport à 1990.

4.3.9 Projection des émissions de NO_x



Les émissions du secteur de NO_x, hors UTCATF, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 0,12 kt et à 0,12 kt pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de 78% et 78,6% par rapport à 1990.

4.3.10 Projection des émissions de NMVOC



Les émissions du secteur de NMVCO, sont estimées en 2030, pour le scénario avec mesure à 0,24 kt et à 0,23 kt pour le scénario avec mesures complémentaires, soit une diminution respectivement de 55,9% et 58,2% par rapport à 1990.

4.4 Variables utilisées

La seule variable socio-économique utilisée pour certaines projections est la population.

La Principauté dispose de données sur le Produit Intérieur Brut depuis 2009 mais d'aucune projection à ce jour.

La Principauté ne dispose pas de statistiques sur le prix des produits pétroliers et gaziers et les taxes sont fixées par le France en application de la Convention Fiscale Franco-Monégasque.

Table 5: Variables clés utilisées dans le cadre de l'établissement des projections (Source MCO_BR4_v1.0)

Key underlying assur	nptions	Historical ^b								Projected			
Assumption	Unit	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2016	2017	2018	2020	2025	2030
Population	thousands	29.97	30.70	32.02	33.93	35.40	38.20	37.50	38.30	38.30	38.89	40.34	41.80

4.5 Informations relatives aux méthodologies de projection

En application du paragraphe 43 de la Décision FCCC/CP/1999/7, le présent tableau présente pour chaque secteur, les gaz concernés, l'approche et les variables utilisées, les forces et les faiblesses du modèle et les différences des modèles avec ceux utilisées dans le 7ème Communication Nationale.

Sectors,	, categories and conducted sco	enarios, appro	aches/mod	els used	FCCC/CP/199	9/7* §43 Transparen	icy on Metho	d		
				Scénarios étudié	·s	a) Gaz			k	o) Méthode/Modèle
CRF	Secteur - Catégorie	Scénario Principal	Avec Mesures (AME)	Avec Mesures Complémentaire s (AMC)	Sans Mesure (SM)		Calcul	Version	Туре	Modèle d'évolution
1	Energy									
1A1aii	Combined heat and power generation	АМ	AM			CO2, CH4, N2O, NOx, SO2, CO, NMVOC, NH3	LD 2006 GIEC	NIR2019	Ascendante	Les variations des émissions de GES de cette catégorie sont données par l'évolution qualitative et quantitative des déchets incinérés. Le modèle s'appuie sur le Plan de Gestion des déchets ménagers et assimilés à horizon 2030, et sur les mesures de réduction d'importation des déchets. Concernant les boues d'épuration, le tonnage est borné à un pourcentage fixe (quantité nominale maximale communiquée par l'usine d'incinération) du tonnage total incinéré (somme des tonnages domestiques et importés en poids humide). Les consommations de fioul lourd et de gaz sont suposées constantes
1A2	Off-Road	SM			SM	CO2, CH4, N2O, NOx, SO2, CO, NMVOC, NH3	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	En absence de relation établie avec un indicateur socio économique, une projection de la tendance d'évolution moyenne est choisie pour ce secteur. Il n'est pas prévu de mesure de réduction sur cette catégorie.
1A2	Stationary Combustion - Industry	АМ	АМ	AMC		CO2, CH4, N2O, Nox, SO2, CO, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Ascendante	Le modèle directement basé sur les évolutions prévues au sein du Plan Climat Air Energie
1A3a	Domestic aviation	АМ	АМ			CO2, CH4, N2O, Nox, SO2, CO, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	Le modèle est basé sur des hypothéses d'évolution du trafic aérien et du parc d'hélicoptére fournies par la Direction de l'Aviation Civile
1A3b	Road transportation	АМ	АМ	AMC		CO2, CH4, N2O, NOx, SO2, CO, NMVOC, NH3	Copert Model	NIR2019	Modèle : parc / vente carburants	Le modèle est basé sur une évolution du parc et des kilométrages parcourus, déterminés par une étude prospective avec mesures et avec mesures complémentaires.
1A3d	Domestic navigation	SM			SM	CO2, CH4, N2O, Nox, SO2, CO, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	Le modèle est basé sur une évolution tendancielle
1A4	Stationary Combustion	АМ	АМ	АМС		CO2, CH4, N2O, Nox, SO2, CO, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Ascendante	Le modèle directement basé sur les évolutions prévues au sein du Plan Climat Air Energie
1B2b	Fugitive emision from fuel - Natural gas	АМ	АМ	AMC		CO2, CH4, NMVOC	Compendiu m API	NIR2019	Ascendante	Modèle basé sur la structure du réseau de distribution de gaz et l'évolution des consommations de gaz déterminées dans le cadre du Plan Climat Air Energie
1D1a	International Bunkers - Aviation	АМ	AM			CO2, CH4, N2O, Nox, SO2, CO, NMVOC	idem 1A3a	idem 1A3a	idem 1A3a	idem 1A3a
1D1b	International Bunkers - Navigation	SM			SM	CO2, CH4, N2O, Nox, SO2, CO, NMVOC	idem 1A3d	idem 1A3d	idem 1A3d	idem 1A3d

c) Origine et référence de la méthode	d) Points forts Points faibles.	e) Synergies		f) Différences avec la méthodologie de la NCT
Direction de	Conformité aux méthodologies des LD du CIEC Evaluation des		Lien avecles mesures du	
Direction de l'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité sur les hypothèses d'évolution volumes et caractérisation des déchets.	1A4bi - 5D	secteur 1A4 pour la fourniture et la consommation d'énergie (gaz, fioul et électricité). Les émissions relatives à l'incinération des boues d'épuration sont comptabilisées au sein de ce secteur.	néant
Direction de l'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité sur l'évolution du nombre de chantiers et leurs caractéristiques (infrastructures, équipements thermiques,).			ce secteur était inclus dans le 1A4 jusqu'en 2011 et non estimé par la suite (absence de déclaration)
Direction de l'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Eléments de sensibilité relatifs aux dates de mise en œuvre des mesures.	1B émissions fugitives		ce secteur était précedemment inclus dans le 1A4
Direction de l'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité sur les hypothèses d'évolution de ventes de carburants.	1Da Memo item	Une répartition des ventes de carburants est faite avec les soutes internationales.	néant
Direction de l'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Forte sensibilité sur les hypothèses d'évolution de ventes de carburants et d'évolution du parc, dé-corrélation entre activité réelle de trafic et consommation énergétique .	2F1e	Les hypothèses de renouvellement du parc se répercutent sur le type de gaz de climatisation en banque dans le parc national.	le modèle a été révisés sur la base d'une nouvelle étude sur l'évolution du parc
Direction de l'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité sur les hypothèses d'évolution.	1Db Memo item	Une répartition des ventes de carburants est faite avec les soutes internationales.	les proportions national / international ont été mises à jour sur la basez d'une nouvelle enquête
Direction de l'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Eléments de sensibilité relatifs aux dates de mise en œuvre des mesures.	1B émissions fugitives	La modification des volumes et de la qualité du gaz distribué (injection de biogaz) pourra avoir un influence sur les émissions de la catégorie 1B.	le modèle a été révisés sur la base d'une nouvelle étude
Direction de l'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions La méthodologie NIR2017 utilisée pourrait être revue avec une forte influence sur les niveaux et les tendances d'évolution.	1a1aii - 1a4bi		néant
idem 1A3a	idem 1A3a	idem 1A3a	idem 1A3a	voir supra
idem 1A3d	idem 1A3d	idem 1A3d	idem 1A3d	voir supra

2	IPPU									
	Lubrificants	АМ	AM	AMC		CO2, CH4, N2O, NOx, SO2, CO, NMVOC, NH3	Copert Model	NIR2019	Modèle : parc / vente carburants	Le modèle est basé sur l'évolution du parc de véhicules
2.D.2	Paraffin	SM			SM	CO2, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019		Le modèle est basé sur une évolution tendancielle liée à la population
2.D.3	Other - Domestic Solvent	SM			SM	CO2, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	Le modèle est basé sur une évolution tendancielle liée à la population
2.D.3	Other - Road paving with asphalt	SM			SM	CO2, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Ascendante	Selon l'observation des données d'activité, et du peu d'évolution projeté du réseau routier, il a été décidé de conserver l'hypothèse d'une valeur constante sur la période jusqu'à 2030. Un pic a été noté en 2025 dans le cadre de la création du nouveau quartier du portier.
2.D.3	Other - Dry cleaning	SM		AMC	SM	CO2, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	Modèle basé sur évolution de la quantité de vêtements nettoyés rapportée aux projections de population. Projet d'interdiction du perchloréthylène (PER) dans les pressings en 2022
2.D.3	Other - Paint application	SM			SM	CO2, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	En absence de relation établie avec un indicateur, une projection de la tendance d'évolution observée est choisie pour ce secteur. Toutefois, une utilisation importante de peinture sur la période 2022-2024 est projetée dans le cadre de la création du nouveau quartier du Portier.
2.D.3	Other - Printing industry	SM			SM	CO2, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	En absence de relation établie avec un indicateur socio- économique, une projection de la tendance d'évolution observée est choisie pour ce secteur. Il n'est pas prévu de mesure de réduction sur cette catégorie.
2.D.3	Other - Wood preservation	SM			SM	CO2, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	En absence de relation établie avec un indicateur socio- économique, une projection de la tendance d'évolution observée est choisie pour ce secteur.
2.D.3	Other - Glue	SM			SM	CO2, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	Le modèle est basé sur une évolution tendancielle liée à la population
2.D.3	Other- Urea	AM	AM	AMC		CO2	Copert Model	NIR2020	Modèle : parc / vente carburants	Le modèle est basé sur l'évolution du parc de véhicules
2.F.1.b	Domestic Refrigeration	SM			SM	HFCs	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	Pour le nombre d'appareillages domestiques, une relation est établie entre le nombre de frigos récensés (2000-2008-2016) et la population. Un travail similaire est réalisé sur les frigos d'hôtel. L'évolution des types de gaz au sein des appareillages est fournis par la France. Il n'est pas prévu de mesure de réduction sur cette catégorie outre le remplacement déjà effectif des gaz à
2.F.1.e	Mobile Air-Conditioning	АМ	АМ	АМС		HFCs	LD 2006 GIEC	NIR2019	Ascendante	fort PRG (134a etc)par des gaz de substitution (R600. La projection est conduite sur l'évolution du parc projeté aux 1A3b, et son influence sur les types de gaz, volumes en banque, et facteurs d'émission. Depuis 2017, les gaz à fort PRG (R134a) sont substitués par des gaz à PRG<150 (YF1234a).
2.F.1.f	Stationary Air- Conditioning	АМ	AM	AMC		HFCs	LD 2006 GIEC	NIR2019	Ascendante	Les projections sont basées sur l'évolution de la donnée d'activité dépendante de l'évolution globale de la balance massique corrélée à l'évolution de la population résidente et active et le Règlement
2.F.2.a	Closed Cells (mousse)	SM			SM	HFCs	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	En absence de relation établie avec un indicateur d'évolution socio-économique, une projection de la tendance d'évolution observée est choisie pour ce secteur. Selon la réglementation européenne, les mousses contenant des agents d'expansion dont le PRG est supérieur à 150 seront interdites en 2020 ou 2023,
2.G.1	Electrical equipment	SM			SM	SF6	LD 2006 GIEC	NIR2019	As cendante	L'évolution des émissions de cette catégorie est basée sur les données d'activité exhaustive . La variation du nombre comprend une augmentation due à l'extension du territoire avec le nouveau quartier du Portier.
2.G.2.b	Accelerators	SM			SM	SF6	LD 2006 GIEC	NIR2019	As cendante	L'évolution des émissions de cette catégorie est basée sur une donnée d'activité exhaustive et directe. L'augmentation du nombre d'accélérateurs et le facteur d'émission sont donnés par des experts.
2.F.4	Metered dose inhalers	SM			SM	HFCs	Ratio /France	NIR2019	Descendante	L'évolution des émissions de cette catégorie est basée sur le ratio d'utilisation annuel per capita français rapporté à l'évolution de la population à Monaco
2.G.3.a	Medical applications	SM			SM	N2O	LD 2006 GIEC	NIR2019	Ascendante	L'utilisation du N ₂ 0 a chuté d'environ 95% (par rapport au plateau maximum observé) car ce produit n'est plus utilisé en anesthésie (depuis le 19 février 2016), mais uniquement comme cryode pour les traitements de cryothérapie en urologie et dermatologie. Une valeur résiduelle constante de son utilisation est projetée sur la période.
2.G.3.b	Propellant for pressure and aerosol products	SM			SM	N2O	Ratio /France	NIR2019	Descendante	Le modèle est basé sur une évolution tendancielle liée à la population
3	Agriculture	N/O				NO	NA	NIB2040	NA	NA
4	Agriculture LULUCF	NO				NO	NA	NIR2019	NA	NA
4.E.1	Carbon stock change	SM			SM	CO2	LD 2006 GIEC	NIR2019	Descendante	L'évolution des émissions et puits de la catégorie est liée a l'évolution des espace verts. La création du nouveau quartier du Portier et de ses espaces verts est prise en compte.
4.E.1	Direct N2O emissions from N imputs to MS	SM			SM	N2O	LD 2006 GIEC	NIR2019	As ce ndante	L'évolution des émissions de cette catégorie est basée sur une donnée d'activité exhaustive et directe. L'augmentation de la quantité d'engrais utilisés est corrélée à la surface des espaces verts.
5	Waste									
5.D.1	Domestic Waste Water	АМ	AM			CH4, N2O, NMVOC	LD 2006 GIEC	NIR2019	As cendante	Le modèles est basé sur l'évolution des capacités et des technologies de traitement, ainsi que sur l'évolution de la population

Direction de 'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions.	1A3b		nouveau secteur
Direction de	Absence de relation établie avec un indicateur tiers. Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des	Aucune		nouveau secteur
Environnement irection de	émissions. Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des	Aucune		nouveau secteur
'Environnement	émissions Absence de relation établie avec un indicateur tiers.	Aucune		néant
Pirection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Absence de relation établie avec un indicateur tiers.	Aucune		néant
Pirection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Incertitudes liées au faible nombre de pressings.	Aucune		néant
irection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Absence de relation établie avec des indicateurs tier.	Aucune		néant
irection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Absence de relation établie avec des indicateurs tiers.	Aucune		néant
Direction de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Absence de relation établie avec des indicateurs tiers.	Aucune		néant
Pirection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Absence de relation établie avec des indicateurs tiers.	Aucune		nouveau secteur
Direction de 'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions.	1A3b		nouveau secteur
Direction de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions	Aucune		néant
irection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité selon les type de gaz de substitution au R134a.	1A3b	La données d'entrée du parc automobile et VUL est identique à la catégorie 1A3b.	néant
Direction de 'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité selon les types de gaz de substitution.	Aucune		néant
Direction de 'Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité selon les types de gaz de substitution.	Aucune		néant
Pirection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité sur le nombre et la période de mise en place de nouveaux appareillages.	Aucune		néant
Pirection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité sur le nombre et la période de mise en place de	Aucune		néant
Pirection de Environnement	nouveaux accélérateurs de particules. Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Le degré d'utilisation du produit n'est pas basé sur une donnée	Aucune		néant
oirection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions. Données d'activité basées sur une enquêté exhaustive - Peu d'indication sur l'évolution de l'utilisation de ces produits en usages médicaux.	Aucune		néant
irection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Le degré d'utilisation du produit n'est pas basé sur une donnée spécifique au pays.	Aucune		néant
A	NA	NA		néant
irection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité sur la corrélation entre la quantité d'espaces verts et	1A1a	Incinération des déchets verts.	néant
irection de Environnement	la biomasse active des arbres. Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions Sensibilité sur la corrélation entre la quantité d'espaces verts et l'utilisation d'engrais.	Aucune		néant
irection de Environnement	Conformité aux méthodologies des LD du GIEC, Evaluation des émissions La méthodologie NIR2017 utilisé pourrait être revue avec une	1A1a	Production des boues d'épuration incinérees avec récupération de l'énergie.	néant

4.6 Synthèse des informations relatives aux projections

Table 6(a): Projection des émissions de GES - scenario avec mesures (Source MCO_BR4_v1.0)

			C	GHG emissions a	nd removals b				GHG emission	projections
				(kt CO 2	eq)				(kt CO ₂ eq)	
	Base year (1990)	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2020	2030
Sector ^{d,e}							·	<u> </u>		
Energy	66.20	66.20	61.21	65.14	57.67	52.49	52.79	51.94	46.22	35.42
Transport	34.30	34.30	41.72	36.92	34.09	26.18	25.73	23.81	24.36	18.73
Industry/industrial processes	0.44	0.44	0.63	4.57	4.62	6.67	7.75	8.89	6.69	4.32
Agriculture	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO
Forestry/LULUCF	0.00	0.00	-0.02	-0.04	-0.04	-0.05	0.07	0.00	-0.01	-0.01
Waste management/waste	0.65	0.65	1.08	2.15	2.60	2.35	2.79	2.21	0.62	0.66
Other (specify)										
Gas										
CO ₂ emissions including net CO ₂ from LULUCF	96.98	96.98	99.80	98.90	89.16	76.20	75.87	73.23	68.11	51.97
CO ₂ emissions excluding net CO ₂ from LULUCF	96.99	96.99	99.83	98.94	89.22	76.26	75.82	73.25	68.14	51.99
CH ₄ emissions including CH ₄ from LULUCF	2.15	2.15	1.61	2.53	2.90	2.59	3.01	2.44	0.83	0.84
CH ₄ emissions excluding CH ₄ from LULUCF	2.15	2.15	1.61	2.53	2.90	2.59	3.01	2.44	0.83	0.84
N ₂ O emissions including N ₂ O from LULUCF	2.24	2.24	2.83	3.18	2.89	4.15	3.70	2.92	2.82	2.61
N ₂ O emissions excluding N ₂ O from LULUCF	2.23	2.23	2.82	3.17	2.88	4.14	3.69	2.91	2.80	2.59
HFCs	0.00	0.00	0.29	4.04	3.81	4.60	6.45	8.13	5.97	3.55
PFCs	NO	NO	NO	NO	0.08	NO	NO	NO	NO	NO
SF ₆	0.22	0.22	0.09	0.09	0.09	0.09	0.08	0.11	0.11	0.11
NF ₃	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Other (specify)										
Total with LULUCF	101.59	101.59	104.62	108.75	98.93	87.63	89.11	86.83	77.84	59.08
Total without LULUCF	101.59	101.59	104.64	108.78	98.98	87.68	89.05	86.84	77.85	59.08

Table 6(c): Projection des émissions de GES - scenario avec mesures complémentaires (Source MCO_BR4_v1.0)

		GHG emissions and removals b									
				(kt CO	(2 eq)				(kt CO	(2 eq)	
	Base year (1990)	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2017	2020	2030	
Sector d,e											
Energy	66.20	66.20	61.21	65.14	57.67	52.49	52.79	51.94	43.19	29.32	
Transport	34.30	34.30	41.72	36.92	34.09	26.18	25.73	23.81	23.97	16.59	
Industry/industrial processes	0.44	0.44	0.63	4.57	4.62	6.67	7.75	8.89	6.68	4.30	
Agriculture	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
Forestry/LULUCF	0.00	0.00	-0.02	-0.04	-0.04	-0.05	0.07	0.00	-0.01	-0.01	
Waste management/waste	0.65	0.65	1.08	2.15	2.60	2.35	2.79	2.21	0.62	0.66	
Other (specify)											
Gas					<u> </u>			<u> </u>			
CO ₂ emissions including net CO ₂ from LULUCF	96.98	96.98	99.80	98.90	89.16	76.20	75.87	73.23	64.71	43.79	
CO ₂ emissions excluding net CO ₂ from LULUCF	96.99	96.99	99.83	98.94	89.22	76.26	75.82	73.25	64.73	43.81	
CH ₄ emissions including CH ₄ from LULUCF	2.15	2.15	1.61	2.53	2.90	2.59	3.01	2.44	0.83	0.82	
CH ₄ emissions excluding CH ₄ from LULUCF	2.15	2.15	1.61	2.53	2.90	2.59	3.01	2.44	0.83	0.82	
N ₂ O emissions including N ₂ O from LULUCF	2.24	2.24	2.83	3.18	2.89	4.15	3.70	2.92	2.81	2.56	
N ₂ O emissions excluding N ₂ O from LULUCF	2.23	2.23	2.82	3.17	2.88	4.14	3.69	2.91	2.79	2.54	
HFCs	NO	NO	0.29	4.04	3.81	4.60	6.45	8.13	5.97	3.55	
PFCs	NO	NO	NO	0.08	NO	NO	NO	NO	NO	NO	
SF ₆	0.22	0.22	0.09	0.09	0.09	0.09	0.08	0.11	0.11	0.11	
NF ₃	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
Other (specify)											
Total with LULUCF	101.59	101.59	104.62	108.83	98.85	87.63	89.11	86.83	74.43	50.83	
Total without LULUCF	101.59	101.59	104.64	108.86	98.90	87.68	89.05	86.84	74.43	50.83	

4.7 Principales modifications apportées par rapport aux précédentes projections

L'ensemble des projections sont basées sur des dernières méthodologies et données disponibles, telles que publiées dans le Rapport National d'Inventaire 2019. En outre, certaines tendances sectorielles intègrent les dernières projections de population et projets prévus.

S'agissant plus spécifiquement des secteurs :

4.7.1 Energie – 1.A.1

La principale modification est liée à un report de l'arrêt d'importation de déchets de France à Monaco aux fins de valorisation énergétique, de 2020 à 2026.

4.7.2 Energie – 1.A.2

Le secteur 1.A.2. Off-Road n'était pas couvert dans les projections du BR3.

4.7.3 Energie- 1.A.4

Les projections intègrent les hypothèses et politiques et mesures du modèle développé dans le cadre du Plan Climat Air Energie 2030 en cours de finalisation. Ces modèle à des effets sur les secteurs 1.A.2. et 1.B.2.

4.7.4 Transport – 1.A.3

Un nouveau modèle d'évolution du parc routier monégasque à horizon 2030 a été développé. Ce modèle a des effets également sur l'évolution des émissions des secteurs 2.D.1 Lubrifiants, 2.D.3 Urée et 2.F.1.e. Climatisation mobile.

Concernant le secteur 1.A.3.d, le modèle intègre les résultats de l'enquête permettant de déterminer la part internationale de la part nationale.

4.7.5 Industrie

De nouveaux secteurs non estimés dans les projections du BR3 ont été intégrées, tels que les secteurs 2.D.1 Lubrifiants, 2.D.2 Paraffines, 2.D.3 Urée, 2.D.3 Colles

5 Assistances apportées aux pays en développement sous la forme de ressources financières, de technologies et d'un renforcement des capacités.

5.1 Généralités

Bien que la Principauté de Monaco ne figure pas dans la liste des Parties visées à l'annexe II de la Convention, le Gouvernement Princier souhaite communiquer des informations sur l'octroi de ressources financières aux pays en développement afin de soutenir tant les objectifs d'atténuation que d'adaptation au changement climatique.

La Principauté de Monaco, en tant qu'Etat solidaire, entend assumer pleinement ses responsabilités au regard de l'objectif collectif de mobiliser 100 milliards de dollars annuels d'ici à 2020 en faveur de l'action climatique dans les pays en développement.

En Principauté, le Département des Relations Extérieures et de la Coopération administre le financement climatique international et alloue des subventions climatiques, acheminées très majoritairement par des canaux multilatéraux. En outre, dans le cadre du financement international du développement, le DREC administre l'Aide Publique au Développement monégasque, dont de nombreux projets présentent un cobénéfice climat. Sur la période biennale 2017-2018, un montant global d'environ 6.3 millions d'euros de subventions publiques aura été mobilisé par Monaco.

Depuis 2014, le financement climatique public de Monaco a connu une montée en puissance importante.

Ces ressources additionnelles sont allouées exclusivement sous forme de dons et font partie de l'engagement global de Monaco en faveur du développement durable. En effet, le Gouvernement Princier a toujours considéré que la lutte contre le changement climatique et le renforcement de la résilience des populations vulnérables face à ses conséquences sont des conditions sine qua non de la réalisation du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 dans la mesure où ses effets insidieux peuvent entraver les efforts d'éradication de la pauvreté, exacerber les conflits, engendrer des déplacements massifs de population, affecter la santé, menacer la sécurité alimentaire ou conduire à la dégradation de la biodiversité.

Dès lors, une attention particulière est prêtée aux projets favorisant la résilience et l'adaptation au changement climatique dans les pays les plus vulnérables, en particulier les Pays les Moins Avancés (P.M.A.), principalement en Afrique, ainsi que les Petits Etats Insulaires en Développement.

Compte tenu du contexte national, la coopération technologique ne figure pas au rang des méthodes d'assistance aux pays en développement utilisées par la Principauté. Le renforcement de capacités des acteurs et des populations dans les pays en développement fait en revanche partie intégrante des outils mis en œuvre par Monaco dans le cadre de sa politique de coopération au développement (ex. protection civile, expertise médicale, agriculture durable...).

5.2 Octroi de ressources nouvelles et additionnelles

De 2014 à 2018, les fonds publics alloués au financement climatique ont augmenté de façon très significative. En complément des crédits alloués au titre de l'Aide Publique au Développement, des crédits annuels spécifiques additionnels, en constante augmentation, ont été inscrits au budget de l'Etat pour aider les Parties non visées à l'annexe I à s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques et à atténuer ceux-ci.

5.3 Volume des ressources financières

5.3.1 Soutien au Fonds Vert pour le Climat et autres financements fléchés « climat »

Au total, en 2018, plus de 1 200 000 euros ont été versés, exclusivement sous forme de subventions, intégralement comptabilisés au titre du financement climatique. Ces fonds ont été acheminés à plus de 90% par des canaux multilatéraux.

A titre d'exemple, le Gouvernement Princier soutient le Fonds Vert pour le Climat depuis le démarrage de ses opérations en 2015, convaincu de sa capacité unique à canaliser les financements publics internationaux en faveur de l'action climatique dans les pays en développement.

On pourra souligner que la contribution monégasque au Fonds Vert pour le Climat a triplé entre 2015 et 2018 pour atteindre 750 000 € (250 000 € en 2015 et 2016 et 500 000 € en 2017). Monaco figure ainsi parmi les premiers bailleurs per capita de cet important mécanisme multilatéral de financement de l'action climatique. Rappelons que le Fonds Vert pour le Climat vise un équilibre entre les financements dédiés à l'adaptation au changement climatique et ceux dédiés à son atténuation.

En outre, au titre des financements multilatéraux significatifs, on pourra mentionner une subvention de 250 000 euros accordée en 2018 à la Climate and Clean Air Coalition. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, pour ses actions à destination des « déplacés climatiques », fait également partie des organisations soutenues par la Principauté. Enfin, le Programme Régional Océanien de l'Environnement bénéficie du soutien de Monaco dans le cadre d'un programme de lutte contre l'acidification des océans et de renforcement de la résilience des populations locales.

Par ailleurs, Monaco soutient depuis plusieurs années l'ONG Islands First qui œuvre en faveur du renforcement de capacités des petits Etats insulaires en développement dans leurs actions de lutte contre les changements climatiques, notamment dans les enceintes internationales.

Enfin, le Gouvernement Princier accorde une importance particulière à la science, qui se doit d'être le fondement des décisions politiques, notamment en matière d'action climatique. C'est pourquoi plusieurs contributions sont accordées afin de soutenir la recherche scientifique dans ce domaine (GIEC, Réseau d'experts méditerranéens sur le changement climatique et environnemental).

5.3.2 Politique de coopération au développement - Projets à « co-bénéfice climat »

La politique de coopération au développement du Gouvernement Princier a fait de la lutte contre la pauvreté sa priorité et cible plus particulièrement quatre domaines d'intervention: la santé, la sécurité alimentaire, l'insertion socio-économique et l'éducation. L'Aide Publique au Développement est en constante augmentation depuis 2015. Elle s'élevait à près de 14 millions d'euros en 2017 et 17 millions d'euros en 2018. Elle permet de soutenir chaque année plus de 130 projets dans 11 pays partenaires, principalement des P.M.A. dans la région sahélienne et en Afrique australe, zones particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.

Ainsi, de nombreux projets peuvent être valorisés dans une certaine mesure au titre de l'action climatique.

Ainsi, on estime à plus de 4,5 millions d'euros le montant des subventions allouées sur la période 2017-2018 dans le cadre de la politique de coopération internationale de Monaco ayant des co-bénéfices au titre de l'action climatique dans les pays partenaires de la Principauté. La grande majorité des projets concernés a avant tout concouru à l'adaptation des pays en développement au changement climatique, avec un accent particulier placé sur la résilience des populations rurales : soutien à l'agriculture familiale durable et résiliente au changement climatique, soutien à la mise en place de filières agricoles locales et durables, sécurité alimentaire et nutritionnelle de populations vivant sur des territoires à risques, lutte contre le paludisme dans des zones menacées, mise en place de mécanismes d'alerte et d'intervention en cas de catastrophe afin de limiter les impacts sur les populations notamment. L'ensemble de ces programmes est détaillé dans les tables 7, 7(a) et 7(b).

5.4 Réponse aux besoins des pays en développement Parties

L'ensemble des interventions de coopération au développement du Gouvernement Princier est fondé sur un dialogue stratégique avec les pays et communautés bénéficiaires afin de s'assurer que les programmes soutenus répondent effectivement aux besoins des récipiendaires. Conformément aux principes d'efficacité de l'aide, la Coopération monégasque soutient des programmes alignés avec les politiques nationales des pays concernés et à fort impact sur les populations les plus vulnérables (enfants, femmes, personnes en situation de handicap, réfugiés...).

S'agissant de la programmation multilatérale, il convient de souligner que l'appropriation par les pays récipiendaires constitue l'un des objectifs prioritaires de la plupart des organisations multilatérales concernées. Toutes les activités multilatérales mentionnées garantissent que leurs activités sont avalisées par les pays et populations bénéficiaires afin que les projets soient en phase avec leurs priorités et que les interventions financées soient durables. En outre, la plupart des entités multilatérales actives dans le domaine de la finance climat – et notamment le Fonds Vert pour le Climat – ont lancé des initiatives visant à renforcer l'appropriation par les pays (cf. *Guidelines for enhanced country ownership and country drivenness* du Fonds Vert pour le Climat) et à favoriser un meilleur alignement avec les contributions déterminées au niveau national.

Table 7 : Octroi d'un soutien financier public : résumé (Source MCO_BR4_v1.0)

					20	17					
Allocation channels		Ei	uropean euro - EU	JR.	USD^{b}						
Auocation channels	Core/ general ^{s,}		Climate	specific ^{d, 2}		Core/ general ^{s,}	Climate-specific ^{d, 2}				
	1	Mitigation	Adaptation	Cross-cutting ^e	Others		Mitigation	Adaptation	Cross-cutting ^e	Other	
Total contributions through multilateral channels:	520,000.00										
Multilateral climate change fundsg	500,000.00										
Other multilateral climate change funds ^b											
Multilateral financial institutions, including regional development banks											
Specialized United Nations bodies	20,000.00										
Total contributions through bilateral, regional and other channels		55,000.00	1,879,000.00	286,000.00	40,000.00						
Total	520,000.00	55,000.00	1,879,000.00	286,000.00	40,000.00						

					20	18				
Allocation channels		Eı	uropean euro - EU	'R	USD^b					
Auocation channels	Core/ general ^{c,}		Climate	pecific ^{d, 2}		Core/ general ^{c,}		Climate-	-specific ^{d, 2}	
	1	Mitigation	Adaptation	Cross-cutting ^e	Others	1	Mitigation	Adaptation	Cross-cutting ^e	Otherf
Total contributions through multilateral channels:	1,020,000.00									
Multilateral climate change fundsg	750,000.00									
Other multilateral climate change funds ^b										
Multilateral financial institutions, including regional development banks										
Specialized United Nations bodies	270,000.00									
Total contributions through bilateral, regional and other channels		325,000.00	1,886,000.00	300,000.00	60,000.00					
Total	1,020,000.00	325,000.00	1,886,000.00	300,000.00	60,000.00					

Table 7 (a): Octroi d'un soutien financier public : contribution apportée par des voies multilatérales (Source MCO_BR4_v1.0)

2017

		Total	amount						
Donor funding	Core/gene	eral ^{d, 1}	Climate-s ₁	pecific ^{e, 2}	Status b, 3	Funding source ^{f, 4}	Financial	Type of support ^{f, g, 6}	Sector c, f, 7
	European euro - EUR	USD	European euro - EUR	USD	Situits	T with the second co	instrument ^{f, 5}	Type of support	Secio.
Total contributions through multilateral channels	520,000.00								
Multilateral climate change funds	500,000.00								
Global Environment Facility									
2. Least Developed Countries Fund									
3. Special Climate Change Fund									
4. Adaptation Fund									
5. Green Climate Fund	500,000.00				Disbursed	ODA	Grant	Cross-cutting	Not applicable
6. UNFCCC Trust Fund for Supplementary Activities									
7. Other multilateral climate change funds									
Climate and Clean Air Coalition									
Multilateral financial institutions, including regional development banks									
1. World Bank									
2. International Finance Corporation									
3. African Development Bank									
4. Asian Development Bank									
5. European Bank for Reconstruction and Development									
6. Inter-American Development Bank									
7. Other									
Specialized United Nations bodies	20,000.00								
1. United Nations Development Programme									
2. United Nations Environment Programme									
3. Other	20,000.00								
Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	20,000.00				Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Not applicable

2018

		Tota	l amount						
Donor funding	Core/gene	ral ^{d, 1}	Climate-s _i	pecific ^{e, 2}	Status b, 3	Funding source ^{f, 4}	Financial	Type of support ^{f, g, 6}	Sector c, f, 7
Donor januarg	European euro - EUR	USD	European euro - EUR	USD	Siaius	runaing source	instrument ^{f, 5}	1 уре ој ѕиррон	Secioi
Total contributions through multilateral channels	1,020,000.00								
Multilateral climate change funds	750,000.00								
Global Environment Facility									
2. Least Developed Countries Fund									
3. Special Climate Change Fund									
4. Adaptation Fund									
5. Green Climate Fund	750,000.00				Disbursed	ODA	Grant	Cross-cutting	Not applicable
6. UNFCCC Trust Fund for Supplementary Activities									
7. Other multilateral climate change funds									
Multilateral financial institutions, including regional development banks									
1. World Bank									
2. International Finance Corporation									
3. African Development Bank									
4. Asian Development Bank									
5. European Bank for Reconstruction and Development									
6. Inter-American Development Bank									
7. Other									
Specialized United Nations bodies	270,000.00								
United Nations Development Programme									
2. United Nations Environment Programme									
3. Other	270,000.00								
Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés	20,000.00				Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Not applicable
Climate and Clean Air Coalition	250,000.00				Disbursed	ODA	Grant	Mitigation	Cross-cutting

Table 7 (b): Octroi d'un soutien financier public: contribution apportée par des voies bilatérales, régionale et autres canaux (Source MCO_BR4_v1.0)

2017

	Total am	ount						
Recipient country/ region/project/programme ^b	Climate-spe	ecifio ^{, 2}	Status ^{c, 3}	Funding sources, 4	Financial instruments 5	Type of supports, b, 6	Sectord, g, 7	Additional information ^e
.8\I.\lands\L.\lands\L.\lands\	European euro - EUR	USD						
Total contributions through bilateral, regional and other channels	2,260,000.00							
Burkina Faso / Coopération dans le domaine de la protection civile avec le Burkina Faso	115,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Cross-cutting	Renforcement des compétences des forces de protection civile : prévention des situations d'urgence, notamment liées au changement climatique
Burkina Faso / Soutien au Centre de formation aux premiers secours de Loumbila	100,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Cross- cutting	Cross-cutting	Centre construit selon normes environnementales, panneaux photovoltaïques, jardin potager et circuits locaux d'approvisionnement alimentaire du Centre
Mali / Appui à l'autonomisation économique des femmes rurales dans le contexte de l'insécurité alimentaire et des changements climatiques	80,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	FAO -Appui aux initiatives féminines de production maraîchère, d'embouche et de transformation de produits agricoles durables
Burkina Faso / Surveillance du paludisme grave chez les enfants en milieu hospitalier pédiatrique	130,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Health)	Prise en charge d'enfants souffrant de complications liées au paludisme grave (diagnostic, traitement, consultation, hospitalisation) et formation du personnel
Mali / Appui aux Organisations Professionnelles Agricoles	30,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Renforcement d'organisation professionnelles agricoles (matériel de production et de transport de fumure organique, mise en place de systèmes consensuels de gestion durable des équipements)

4ème Rapport Biennal Version 1 datée du 27 décembre 2019 Direction de l'Environnement

Mauritania / Appui à l'intervention prolongée de secours et de redressement dans la Wilaya du Guidimakha	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Developmental Food Aid / Food Security Assistance)	PAM - Distribution de suppléments nutritionnels et formation du personnel du Commissariat à la Sécurité Alimentaire et du Ministère de la Santé à la résilience alimentaire et climatique
Mauritania / Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) - renforcement des capacités	95,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Cross-cutting	Renforcement des compétences des forces de protection civile : prévention des situations d'urgence, notamment liées au changement climatique
Niger / Consolider les acquis de Nariindu, changer d'echelle pour structurer durablement la filière lait locale et répondre à la demande des consomateurs urbains	70,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Contribution au développement de la filière lait local et durable (concertations inter-acteurs sur la filière, lancement d'une gamme de produits laitiers locaux et durables)
Senegal / Accès aux services et structuration des éleveurs laitiers en zones arides	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	
Burundi / Amélioration de l'accès à l'éducation à travers les cantines scolaires endogènes	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	PAM - Assistance alimentaire et contribution au relèvement économique de la population (renforcement des capacités des producteurs pour une accessibilité des marchés plus rentables; Approvisionnement des vivres à 30% local).
Madagascar / Réhabilitation des installations électriques et/ou amélioration de l'efficacité énergétique de différentes structures accueillant des enfants et jeunes en situation précaire	55,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Mitigation	Energy	Diminution de la consommation d'électricité des organisations accueillant des enfants et jeunes vulnérables
Madagascar / Appui au développement économique rural & reboisement communautaire	14,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Forestry, Agriculture	Renforcement des pratiques avicoles durables, reboisement des terres communales, mise en place d'activités d'élevage pérennes pour un groupe de femmes vulnérables

Madagascar / Education, accompagnement et épanouissement de l'enfance à l'adolescence dans 3 régions de Madagascar	106,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Cross- cutting	Cross-cutting	Centres de formation et ferme école dans une rizière : utilisation de panneaux solaires et lampadaires solaires, sensibilisation aux enjeux environnementaux et au développement durable, formation à l'agriculture bio-responsable, fermes-écoles
Madagascar / Accès à la lumière, Installation d'une unité mobile photovoltaïque	80,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Cross- cutting	Energy	Unités photovoltaïques: containers clés en main permettant aux villageois de venir recharger leurs batteries
Madagascar / Projet de transformation, conservation et fortification des aliments de base au niveau communautaire	90,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Developmental Food Aid / Food Security Assistance)	PAM - Transformation d'aliments produits sur place par les agriculteurs locaux (enrichissement par poudre de nutriments). Impacts: autosuffisance alimentaire, réduction les pertes alimentaires et développement d'un marché local porteur.
Madagascar / Appui au fonctionnement du Centre National de Lutte contre le Paludisme à Androhibe	15,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Health)	Appui au fonctionnement du Centre National de Lutte contre le Paludisme à Androhibe
Africa / Consolider les progrès dans huit pays de l'Afrique de l'est et australe cibles pour l'élimination du paludisme	400,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Health)	OMS/ WHO - Renforcer les compétences nationales des huit pays dans l'élimination du paludisme
Nigeria / Réponse à l'appel du SGNU : crises humanitaires au Nord- est Nigéria	300,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Food Aid / Food Security Assistance)	PAM - Aide alimentaire d'urgence, fléchage du PAM sur le Nigéria

Mongolia / Renforcement des capacités des structures non étatiques locales en milieu rural, en vue de l'amélioration et de la pérennisation de l'élevage familial nomade et de l'emploi dans les centres ruraux en Arkhangai	150,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Travail sur la maitrise des risques parasitaires des troupeaux, la diversification des activités de la coopérative (pérennisation économique locale), le renforcement du secteur maraicher, et la situation énergétique de l'habitat nomade
Asia Pacific / Programme Régional Océanien de l'Environnement	65,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Ocean)	Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans - recherche/surveillance du phénomène d'acidification, renforcement de la résilience des communautés locales et soutien à l'adaptation
SIDS / ONG Islands First	25,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Other (capacity building)	Not applicable	Renforcement de capacités des petits Etats insulaires en développement en vue de leur participation effective aux négociations climat
Samoa / ONG OLSSI	25,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Cross-cutting	Programme mis en œuvre dans les îles Samoa, adaptation au changement climatique, restauration de mangroves
/ MedECC / Plan Bleu	15,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Other (Reseach)	Not applicable	Soutien au réseau d'experts méditerranéens sur le changement climatique et environnemental (MedECC)

2018

	Total am	rount							
Recipient country/ region/project/programme ^b	Climate-spe	ecifio ^{s, 2}	Status ^{c, 3}	Funding sources, 4	Financial instruments, 5	Type of supports, b, 6	Sectord, & 7	Additional information ^e	
8	European euro - EUR	USD				···II····			
Total contributions through bilateral, regional and other channels	2,571,000.00								
Burkina Faso / Coopération dans le domaine de la protection civile avec le Burkina Faso	105,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Cross-cutting	Renforcement des compétences des forces de protection civile : prévention des situations d'urgence, notamment liées au changement climatique	
Burkina Faso / Gouvernance des chaines de valeur et inclusion des filières niébé, lait et produits forestiers non ligneux	70,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture, Forestry	Production de meilleure qualité, à travers le renforcement/structuration des filières, adaptation aux externalités négatives du changement climatique, expertise agricole	
Burkina Faso / Aide alimentaire dans la région du plateau Central au Burkina Faso	100,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Developmental Food Aid / Food Security Assistance)	PAM - aide alimentaire pour faire face au réchauffement climatique et aux impacts économiques indirects sur producteurs locaux	
Burkina Faso / Soutien au Centre de formation aux premiers secours de Loumbila	100,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Cross- cutting	Cross-cutting	Centre construit selon normes environnementales, panneaux photovoltaïques, jardin potager et circuits locaux d'approvisionnement alimentaire du Centre	
Mali / Appui à l'autonomisation économique des femmes rurales dans le contexte de l'insécurité alimentaire et des changements climatiques	80,000.00		Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	FAO -Appui aux initiatives féminines de production maraîchère, d'embouche et de transformation de produits agricoles durables	

Mali / Appui aux Organisations Professionnelles Agricoles	20,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Renforcement d'organisation professionnelles agricoles (matériel de production et de transport de fumure organique, mise en place de systèmes consensuels de gestion durable des équipements)
Mali / Aide d'urgence alimentaire en faveur des populations vulnérables vivant dans des zones de conflits	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Developmental Food Aid / Food Security Assistance)	PAM - Aide alimentaire d'urgence (en réponse aux conflits, soudures précoces, faibles pluies et inondations); transferts monétaires; approvisionnement auprès des producteurs locaux
Mali / Appui à la promotion de l'emploi en milieu rural	80,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Mise en œuvre de microprojets productifs: installation de petites unités de transformation (lait, viande séchée et étuvage du riz), aménagement-réhabilitation de périmètres hydro-agricoles (périmètres irrigués et maraîchers).
Mauritania / Appui à l'intervention prolongée de secours et de redressement dans la Wilaya du Guidimakha	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Mitigation	Other (Developmental Food Aid / Food Security Assistance)	PAM - Distribution de suppléments nutritionnels et formation du personnel du Commissariat à la Sécurité Alimentaire et du Ministère de la Santé à la résilience alimentaire et climatique
Mauritania / Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) - renforcement des capacités	155,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Cross-cutting	Renforcement des compétences des forces de protection civile : prévention des situations d'urgence, notamment liées au changement climatique
Niger / Consolider les acquis de Nariindu, changer d'echelle pour structurer durablement la filière lait locale et répondre à la demande des consomateurs urbains	70,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Mitigation	Agriculture	Contribution au développement de la filière lait local et durable (concertations inter-acteurs sur la filière, lancement d'une gamme de produits laitiers locaux et durables)

Niger / Fortification de Produits Alimentaires Transformés de consommation courante	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Mitigation	Other (Developmental Food Aid / Food Security Assistance)	PAM- Amélioration de la qualité et la disponibilité d'aliments fortifiés produits localement et de manière durable, structuration des filières locales de produits alimentaires
Niger / Lutte contre l'insécurité nutritionnelle des ménages vulnérables dans le Département de Mayahi, région de Maradi	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Approche intégrée et multisectorielle: champs-écoles, renforcement de capacités d'organisations professionnelles (maraichage pluvial, techniques agro-écologiques,kits d'irrigation hors sol, facilitation des espèces à cycle long)
Senegal / Amélioration de la sécurité alimentaire au Sahel par la formation et le financement de petits producteurs dans la production, la conservation et la commercialisation des produits agricoles	80,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Structuration de la filière oignon (limitation des pertes alimentaires amélioration des équipements de conservation, amélioration qualitative et quantitative de la production etc.)
Senegal / Accès aux services et structuration des éleveurs laitiers en zones arides	50,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Structuration des éleveurs en coopérative, achat de matériel de collecte du lait, renforcement de la compétitivité et des plus-values économiques des petits producteurs, promotion du dialogue au sein de la filière et des acteurs de la politique territoriale
Senegal / Développement durable de filières conchylicoles, ostréicoles et apicoles auprès des femmes du Delta du Saloum	80,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Exploitation responsable de la mangrove : ramassage de saison, exploitation durable, préservation du milieu naturel

Burundi / Amélioration de l'accès à l'éducation à travers les cantines scolaires endogènes	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	PAM - Assistance alimentaire et contribution au relèvement économique de la population (renforcement des capacités des producteurs pour une accessibilité des marchés plus rentables; Approvisionnement des vivres à 30% local).
Madagascar / Réhabilitation des installations électriques et/ou amélioration de l'efficacité énergétique de différentes structures accueillant des enfants et jeunes en situation précaire	55,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Mitigation	Energy	Diminution de la consommation d'électricité des organisations accueillant des enfants et jeunes vulnérables
Madagascar / Education, accompagnement et épanouissement de l'enfance à l'adolescence dans 3 régions de Madagascar	120,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Cross- cutting	Cross-cutting	Centres de formation et ferme école dans une rizière : utilisation de panneaux solaires et lampadaires solaires, sensibilisation aux enjeux environnementaux et au développement durable, formation à l'agriculture bio-responsable, fermesécoles
Madagascar / Accès à la lumière, Installation d'une unité mobile photovoltaïque	80,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Cross- cutting	Energy	Unités photovoltaïques: containers clés en main permettant aux villageois de venir recharger leurs batteries
Madagascar / Projet de transformation, conservation et fortification des aliments de base au niveau communautaire	100,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Developmental Food Aid / Food Security Assistance)	PAM - Transformation d'aliments produits sur place par les agriculteurs locaux (enrichissement par poudre de nutriments). Impacts: autosuffisance alimentaire, réduction les pertes alimentaires et développement d'un marché local porteur.
Madagascar / Appui au fonctionnement du Centre National de Lutte contre le Paludisme à Androhibe	15,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Health)	Appui au fonctionnement du Centre National de Lutte contre le Paludisme à Androhibe

Madagascar / Lutte contre la malnutrition aiguë des enfants dans le Sud de Madagascar soumis au changement climatique	50,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Food Aid / Food Security Assistance)	UNICEF - Réponse aux catastrophes climatiques (sécheresse, cyclone, phénomène El Nino) à travers une approche multisectorielle, aide alimentaire ciblée (vitamines, nutriments)
Africa / Consolider les progrès dans huit pays de l'Afrique de l'est et australe cibles pour l'élimination du paludisme	400,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Health)	OMS/WHO - Renforcer les compétences nationales des huit pays dans l'élimination du paludisme
Tunisia / Appui au développement économique de la population locale oasienne de Ras en Ain à Nafta	31,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Water and sanitation, Agriculture	Valorisation économique de la zone : préservation de la ressource en eau, développement d'AGR (mécanisation, valorisation de produits locaux comme les dattes), aménagements de la zone pour protéger le bassin versant
Mongolia / Renforcement des capacités des structures non étatiques locales en milieu rural, en vue de l'amélioration et de la pérennisation de l'élevage familial nomade et de l'emploi dans les centres ruraux en Arkhangai	80,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Agriculture	Travail sur la maitrise des risques parasitaires des troupeaux, la diversification des activités de la coopérative (pérennisation économique locale), le renforcement du secteur maraicher, et la situation énergétique de l'habitat nomade
Asia Pacific / Programme Régional Océanien de l'Environnement	65,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Other (Ocean)	Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans - recherche/surveillance du phénomène d'acidification, renforcement de la résilience des communautés locales et soutien à l'adaptation

SIDS / ONG Islands First	25,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Other (capacity building)	Not applicable	Renforcement de capacités des petits Etats insulaires en développement en vue de leur participation effective aux négociations climat
Samoa / ONG OLSSI	25,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Adaptation	Cross-cutting	Programme mis en œuvre dans les îles Samoa, adaptation au changement climatique, restauration de mangroves
/ IFDD - Institut de la Francophonie pour le Développement Durable	20,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Other (capacity building)	Cross-cutting	Soutien à la mise en œuvre de projets francophones d'appui au tourisme durable et au renforcement des capacités de lutte contre les changements climatiques
/ MedECC / Plan Bleu	15,000.00	Disbursed	ODA	Grant	Other (Reseach)	Not applicable	Soutien au réseau d'experts méditerranéens sur le changement climatique et environnemental (MedECC)
/ GIEC - SROC		Disbursed	ODA	Grant	Cross-cutting	Cross-cutting	Soutien au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat dans le cadre de l'élaboration du Rapport Spécial sur l'Océan et la Cryosphère dans le contexte du Changement Climatique